

UNE INSTITUTION RÉVOLUTIONNAIRE
LE TRIBUNAL DE FAMILLE

D'APRÈS LES ARCHIVES DU DISTRICT DE CAEN

THÈSE POUR LE DOCTORAT

SOUTENUE PUBLIQUEMENT

dans la Salle des Actes de la Faculté de Droit

le Vendredi 9 Décembre 1932, à 15 heures

PAR

J. FORCIOLI

MEMBRES DU JURY :

Président : M. BRIDREY

<i>Suffragants</i>	{	M. YVER M. BESNIER	}	<i>Professeurs.</i>
--------------------	---	-----------------------	---	---------------------

CAEN

A. OLIVIER, IMPRIMEUR-EDITEUR (M. CARON, directeur)

34, Rue Demolombe

1932

UNE INSTITUTION RÉVOLUTIONNAIRE

LE TRIBUNAL DE FAMILLE

D'APRÈS LES ARCHIVES DU DISTRICT DE CAEN



Digitized by the Internet Archive
in 2026

https://archive.org/details/IA41546421_0032

UNIVERSITÉ DE CAEN — FACULTÉ DE DROIT

UNE INSTITUTION RÉVOLUTIONNAIRE LE TRIBUNAL DE FAMILLE

D'APRÈS LES ARCHIVES DU DISTRICT DE CAEN

THÈSE POUR LE DOCTORAT

SOUTENUE PUBLIQUEMENT

dans la Salle des Actes de la Faculté de Droit

le Vendredi 9 Décembre 1932, à 15 heures

PAR

J. FORCIOLI

MEMBRES DU JURY :

Président : M. BRIDREY

Suffragants { M. YVER
M. BESNIER } *Professeurs.*

CAEN

A. OLIVIER, IMPRIMEUR-ÉDITEUR (M. CARON, directeur)

34, Rue Demolombe

1932

- NOYELLE (A. 𐆶), *Professeur d'Economie politique.*
- LEMONNIER (A. 𐆶), *Professeur de Droit civil, chargé du cours de Législation industrielle.*
- PERREAU (A. 𐆶), *Professeur de Droit criminel.*
- DEMONTÈS (A. 𐆶), *Professeur de Droit civil, chargé du cours de Droit civil approfondi et comparé.*
- LAMPUÉ, *Professeur de Droit international public et de Droit constitutionnel, chargé du cours de Droit administratif.*
- YVER, *Professeur d'Histoire du Droit français et d'Histoire du Droit public, chargé du cours d'Histoire de la Coutume de Normandie.*
- LEDUC, *Agrégé, chargé d'un cours d'Economie politique, du cours d'Histoire des Doctrines économiques et du cours de Législation financière.*
- BESNIER, *Agrégé, chargé d'un cours de Droit romain.*
- M^{lle} JACK, *chargée du cours de Procédure et Voies d'exécution.*

SECRETAIRE :

- M. ROUX (I. 𐆶), *Secrétaire des Facultés de l'Université de Caen.*
-

BIBLIOGRAPHIE

I. — Sources

A) SOURCES MANUSCRITES

Archives Départementales du Calvados

S) Série ¹⁶ B (classée). — Cahiers de doléances des paroisses du bailliage de Caen.

Série L^u (non inventoriée) :

1^o Sentences des tribunaux de famille (dans les liasses non classées) ;

2^o Registres du Tribunal du District de Caen du 26 Mars 1790 au 23 Fructidor, An III ;

3^o Registres du Tribunal départemental du Calvados (du 13 Brumaire, An IV au 29 Germinal, An IV.

B) SOURCES IMPRIMEES

a) Sources imprimées générales

ARGOU. — *Institution au Droit Français*, 10^e édition, Paris, 1790, 2 vol. in-16.

BASNAGE (L.). — *Œuvres*, 4^e édition, Rouen, 1778, in-folio.

- BÉRAULT (Josias). — *La Coutume Réformée du Pays et Duché de Normandie*, Rouen, 1632, in-folio.
- BOIVIN-CHAMPEAUX (L.). — *Notes historiques sur la Révolution dans le Département de l'Eure*, Evreux, 1868, in-8°.
- BOURDOT DE RICHEBOURG (Charles). — *Coutumier Général*, Paris, 1724, 4 vol. in-folio (*Coutume Réformée de Normandie*, tome IV, pp. 59 et suiv.).
- BRETONNIER (Barthélémy). — *Recueil par ordre alphabétique des principales questions de Droit*, Paris, 1756, 2 vol. in-12.
- CAUVET. — *Observations sur les tutelles*, Caen, 1777, in-12.
- DIDEROT (Denis). — *Supplément au voyage de Bougainville dans Œuvres Complètes*, Paris, 1875-1877, 20 vol. in-8°, au tome II, pp. 240 et suiv.
- DROUET. — *Catalogue des livres de la bibliothèque de MM. les Avocats au Parlement de Paris*, Paris, 1787, 3 vol. in-8°.
- DUVERGIER (Jean-Baptiste). — *Collection complète des lois, décrets, ordonnances, règlements et avis du Conseil d'Etat, de 1788 à 1825 et suiv.*, Paris, 1825 et suiv., 124 vol. in-8°.
- FENET (P.-A.). — *Travaux préparatoires du Code Civil*, Paris, 1836, 15 vol., in-8°.
- FLAUST (Jean-Baptiste). — *Explication de la Coutume et de la Jurisprudence de Normandie dans un ordre simple et facile*, Rouen, 1781, 2 vol. in-folio.

- HIPPEAU (Célestin). — *Le Gouvernement de Normandie au xvii^e et au xviii^e siècle*, Caen, 1869, 7 vol. in-8°.
- HOUARD (David). — *Dictionnaire analytique de la Coutume de Normandie*, Rouen, 1780-1782, 4 vol. in-4°.
- ISAMBERT (François). — *Recueil des anciennes lois françaises* (420-1789 et suiv.), Paris, 1824-1833 et suiv., 33 vol. in-8°.
- Journal des Débats*, du 5 août 1790 (Edition originale).
- MAVIDAL (J.) et LAURENT (L.). — *Archives Parlementaires* 1^{re} Série, Paris (1787-1799) et suiv., in-8°.
- Moniteur Universel* du 10 août 1790. Projet d'organisation judiciaire de Thouret (Edition Originale).
- PESNELLE. — *La coutume de Normandie expliquée*, Rouen, 1759, in-4°.
- ROUSSEAU (J.-J.). — *Considérations sur le Gouvernement de la Pologne*, Paris, 1781, in-8°.
- ROUSSEL DE LA BÉRARDIÈRE (J.-B.). — *Institution au Droit de Normandie ou Conférences des Institutes de Justinien avec le Droit français, en particulier avec le Droit de Normandie*, Caen, 1782, in-12.
- TOURNEUX (Maurice). — *Bibliographie de l'histoire de Paris pendant la Révolution Française*, Paris, 1890, in-8°.

b) *Cahiers de doléances*

- BLOSSIER (Albert). — *Cahiers de doléances du bail-*

- liage de Honfleur pour les Etats Généraux de 1789*, Caen, 1913, in-8°.
- BRIDREY (Emile). — *Cahiers du bailliage du Cotentin*, Paris, 1906-1914, 3 vol. in-8°.
- DUVAL (Louis). — *Cahiers de doléances des villes, bourgs et paroisses du bailliage d'Alençon en 1789*, 1887, in-12.
- JOUANNE (René). — *Cahiers de doléances des corps et corporations d'Alençon*, Alençon, 1929, in-8°.
- MOURLLOT (Félix). — *Cahier du Tiers Etat de la ville de Caen pour les Etats Généraux de 1789*, Caen, 1912, in-8°.
- LE PARQUIER (E.). — *Cahiers de doléances des paroisses du bailliage de Neufchâtel - en - Bray*, Rouen, 1908, in-8°.
- *Cahiers de doléances des paroisses du bailliage d'Arques*, Rouen, 1922, 2 vol. in-8°.
- ROMAIN (C.). — *Cahiers de doléances des paroisses du bailliage de Cany (1789)*, Rouen, 1909, in-8°.

II. — Travaux

1° TRAVAUX SPECIAUX

- DARNIS (Lucien). — *Des Tribunaux de Famille dans le Droit Intermédiaire*, thèse, Faculté de Droit, Paris, 1903, 1 vol. in-8°.
- DE FRESQUET (R.). — *Les tribunaux de Famille à Rome dans Revue Historique*, tome I, 1855, pp. 127 et suiv.
- FERRET (Marc). — *Les tribunaux de Famille dans le le district de Montpellier (1790, An IV)*, thèse

Faculté de Droit, Montpellier, 1926, 1 vol.
in-8°.

GUICHARD. — *Traité de Tribunal de Famille*, Paris,
1791, in-8°.

HIVER (M.). — *Histoire critique des Institutions judiciaires de la France*, 1789-1848, Paris, 1851,
in-8°.

VIARD (Paul). — *Les Tribunaux de Famille dans le District de Dijon* (1790-1792), *N. R. H.*, 1921.

2° TRAVAUX GENERAUX

ANDRÉ (Camille). — *L'Œuvre du Droit Révolutionnaire en matière de filiation naturelle*, thèse, Faculté de Droit, Nancy, Paris, 1906, 1 vol.
in-8°.

ARON (Gustave). — *Etude sur les lois successorales de la Révolution* dans *N. R. H.*, années 1901 et 1903.

BARTHOU (Louis). — *Mirabeau*, Paris, 1913, in-8°.

BONCENNE. — *Théorie de la Procédure Civile*, Paris, 1837-1847, 6 vol. in-8°.

BRISSAUD (J.). — *Manuel d'Histoire du Droit Privé*, Paris, 1908, in-8°.

CHAMPION (Edme). — *La France d'après les cahiers de 1789*, Paris, 1897, in-12.

CHÉRUEL (A.). — *Dictionnaire des Institutions, Mœurs et Coutumes de la France*, Paris, 1884, 3 vol. in-8°.

CRUPPI (Marcel). — *Le divorce pendant la Révolution*, Thèse, Faculté de Droit, Paris, 1909, 1 vol.
in-8°.

- DOUARCHE (A.). — *Les Tribunaux civils de Paris pendant la Révolution* (1791-1800), Paris, 1905 et suiv., 3 vol. in-8°.
- ENCYCLOPÉDIE (LA GRANDE), Paris, 31 vol. in-4°.
- ESMEIN (J.). — *Cours Élémentaire d'Histoire du Droit Français*, Paris, 1925, 1 vol. in-8°.
- FENET (P.-A.). — *Travaux préparatoires du Code Civil*, Paris, 1836, 15 vol. in-8°.
- FUNCK-BRENTANO. — *Les lettres de cachet*, dans *Revue des deux Mondes*, 15 octobre 1892.
- GARÇONNET (E.) et CÉSAR-BRU (Ch.). — *Précis de Procédure Civile*, Paris, 1919, in-8°.
- GIRAUD (Charles). — *Essai sur l'Histoire du Droit Français au Moyen Age*, Paris, 1846, 2 vol. in-8°.
- GLASSON (Ernest). — *Le mariage civil et le divorce. Appendices et pièces justificatives*, Paris, 1880, in-8°.
- JEANNEAU (Lucien). — *La législation successorale de la Révolution*, thèse, Faculté de Droit, Paris, 1893, 1 vol. in-8°.
- JOBBÉ-DUVAL (Emile). — *Etude Historique sur la revendication des meubles en Droit Français*, Paris, 1881, in-8°.
- KLIMRATH (Henri). — *Travaux sur l'histoire du Droit Français*, Paris, 1843, 2 vol. in-8°.
- LEBÈGUE (Ernest). — *La vie et l'œuvre d'un constituant : Thouret*, thèse, Lettres, Paris, 1910, in-8°.
- LE BRETHON (Paul). — *Le Calvados et son administration*, dans *Revue Historique*, 1893 et 1894.

- LEFEBVRE (Charles). — *Leçons d'introduction générale à l'histoire du Droit matrimonial français*, Paris, 1900, in-8°.
- LESAGE (G.). — *Episodes de la Révolution à Caen*, racontés par un bourgeois et un homme du peuple, Paris, 1926, in-4°.
- Livre du Centenaire du Code Civil* Paris, 1904, 2 vol. in-4°.
- MARION (Marcel). — *Dictionnaire des Institutions de France au XVII^e et au XVIII^e siècle*, Paris, 1923, in-8°.
- MARTIN (Olivier). — *La crise du mariage en Droit Intermédiaire*, 1789-1804, thèse, Faculté de Droit, Paris, 1902, in-8°.
- MONTESQUIEU. — *Esprit des Lois*.
- MOURLLOT (Félix). — *La fin de l'Ancien Régime dans la généralité de Caen*, Paris, 1913, in-8°.
- NOUGARÈDE (André). — *Lois de Famille*, Paris, 1894, in-8°.
- PLANIOL (Marcel). — *Traité Élémentaire de Droit Civil*, Paris, 1925, 3 vol. in-8°.
- SAGNAC (Philippe). — *La législation civile de la Révolution Française*, 1789-1804, thèse, Lettres, Paris, 1898, 1 vol. in-8°.
- SÉLIGMANN (Edmond). — *La justice en France pendant la Révolution*, Paris, 1901, 2 vol. in-8°.
- THOMAS (Jean). — *La condition de l'enfant dans le Droit Intermédiaire*, thèse, Faculté de Droit, Paris, 1923, 1 vol. in-8°.
-

Au seuil de cet ouvrage qu'il nous soit permis de remercier, M. le Professeur Bridrey qui, après nous avoir donné l'idée de ce travail, a guidé nos pas à travers les difficultés nombreuses mettant à notre disposition sa haute compétence et sa grande érudition.

Nous adressons aussi nos sentiments de reconnaissance à M. Sauvage, le distingué archiviste du Calvados, et à son personnel pour leur parfaite obligeance à notre égard au cours de nos recherches documentaires.

INTRODUCTION

L'étude de Tribunal de Famille ou encore du Bureau de Famille (1), comme on l'a quelquefois aussi appelé, peut paraître, au premier abord, ne présenter qu'un intérêt des plus relatifs. Beaucoup de gens ignorent ce qu'a été cette institution de peu de durée, morte depuis plus de cent trente ans à ce point qu'il y a quelques années certains publicistes ont pu présenter une institution de ce genre comme une idée ingénieuse — et toute nouvelle sans paraître se douter qu'elle avait déjà été tentée chez nous et qu'elle y avait échoué assez piteusement.

Ce qui peut excuser jusqu'à un certain point leur méprise, c'est que la littérature de la matière est demeurée jusqu'ici extrêmement courte. En dehors des notions très sommaires et très superficielles, très vieilles aussi, que l'on peut trouver dans les ouvrages généraux (2), il n'existe à l'heure actuelle qu'un

(1) L'expression « Bureau de Famille » est souvent employée pour « Tribunal de Famille ». *Archives du Calvados*, Série Lⁿ, Liasse 2, 12 mai 1792.

(2) BRISSAUD : *Manuel de Droit Privé*, page 126 ; *La Grande Encyclopédie* : aux mots « enfant » et « arbitre » ; HIVER (M.) : *Histoire critique des Institutions judiciaires de la France*, p. 24 et 101.

seul travail de caractère général et deux petites monographies locales.

Le travail d'ordre général est la thèse que M. Louis Darnis a présentée en 1903 à la Faculté de Droit de Paris, sous le titre « Des Tribunaux de Famille dans le Droit Intermédiaire ». C'est une étude de mérite et consciemment poussée du sujet, mais aussi un travail presque purement théorique dont les bases n'ont pas été puisées dans la matière vivante des archives mais seulement dans les sources imprimées. L'auteur nous montre bien la théorie de l'institution, mais nullement la pratique et il est impossible de se rendre compte comment elle a fonctionné dans la réalité.

Les deux monographies locales d'autre part sont d'abord l'étude que Paul Viard a fait paraître en 1921 dans la Nouvelle Revue du Droit : « Les Tribunaux de Famille dans le District de Dijon » et quelques années plus tard la thèse soutenue en 1926 à la Faculté de Droit de Montpellier par M. Marc Ferret sur les « Tribunaux de Famille dans le District de Montpellier ». L'un et l'autre de ces travaux sont particulièrement intéressants, parce que leurs auteurs ayant concentré leurs efforts sur une circonscription judiciaire bien limitée ont pu serrer de plus près le problème, suivre l'application des textes législatifs et en montrer complètement le fonctionnement et l'adaptation aux besoins de la pratique.

C'est là un ensemble bien pauvre et on peut conclure de cet aperçu général que l'institution n'est pas encore véritablement connue parce qu'imparfaitement

étudiée. Cette ignorance pourtant est assez fâcheuse et nous ne pouvons que souscrire aux reproches que M. Mater adressait naguère aux juristes, de négliger la période du Droit Intermédiaire si proche de nous par le temps mais si lointaine par la presque totale ignorance que nous avons.

Quelles sont donc les raisons de cette regrettable carence ? Nous croyons pouvoir en distinguer deux :

C'est d'abord la courte durée de l'institution qui la réduit presque aux proportions d'un simple fait-divers dans l'histoire Révolutionnaire (1790-1796).

C'est aussi ce fait que nous avons affaire ici à une création propre au Droit Intermédiaire. Or il semble que cette tranche de notre histoire juridique soit un véritable « no man's land » entre deux lignes adverses, l'une occupée par les historiens qui entendent limiter leurs travaux à l'époque antérieure à 1789, l'autre par les juristes qui ne veulent pas étendre le domaine de leurs recherches avant l'année 1804 et l'apparition du Code Civil.

Nous avons pensé que dans ces conditions un travail nouveau sur l'institution ne serait point inutile, qu'il pourrait apporter quelques éléments inédits à son étude et étendre la connaissance si courte encore que nous en avons. Nous nous sommes proposés de limiter nos recherches à une circonscription judiciaire, donnée sous le titre suivant :

« Une Institution Révolutionnaire, le Tribunal de Famille, d'après les Archives du District de Caen. »
L'étude générale de M. Darnis suffit croyons-nous pour l'instant et une nouvelle serait peut-être un peu

prématurée dans l'état actuel des choses. Le jour où un certain nombre d'études locales du genre de la nôtre auront été faites on pourra seulement comparer les résultats obtenus pour chacune d'elles et porter un jugement d'ensemble.

Notre champ d'action est d'ailleurs assez différent de celui où ont évolué les travaux de nos prédécesseurs. A Montpellier, nous sommes en plein pays de Droit écrit avec une organisation familiale très forte (*patria potestas*) prenant sa base dans le Droit Romain. A Dijon nous nous trouvons bien déjà en pays de coutume mais l'influence du Droit Romain se fait encore fortement sentir par suite de voisinage des régions de Droit Ecrit. A Caen, au contraire, nous pénétrons dans le ressort de la vieille coutume de Normandie si vivante et se ressentant si peu de l'influence romaine par suite de sa situation au milieu d'autres pays coutumiers. Province jalouse de son indépendance et de son organisation judiciaire très particulière. Etant donné toutes ces différences, il est facile de voir les conclusions intéressantes auxquelles peut aboutir notre travail.

Toutefois, il nous a paru logique, avant de pénétrer plus avant notre sujet, de le « situer » si possible en indiquant brièvement ce qu'était au point de vue géographique, économique et judiciaire, le district de Caen et ensuite où nous avons puisé les éléments de notre travail, soit :

§ 1. — Le district de Caen.

§ 2. — Etat de la documentation.

§ I. — LE DISTRICT DE CAEN

Le district de Caen fut créé par le décret du 22 décembre 1789 (1). Pour arriver à un accord au sein de la commission chargée de la division du Département en districts, les luttes avaient été ardentes : Bayeux, Vire, Isigny et Condé-sur-Noireau avaient brigué un siège de district et mis pour cela en jeu tout ce qui pouvait militer en leur faveur. Dès le 18 décembre 1789, la division du département en six districts avait été adoptée. Le Cinglais qui appartenait à l'élection de Caen fut rattaché au district de Falaise ; l'ancien bailliage de Caen fit encore des échanges de paroisses avec celui de Pont-l'Evêque ; Airan, Cesny-aux-Vignes et Ouézy passèrent à Caen qui, en revanche, céda à son voisin dix communes de la rive gauche de la Dives : Cantelou, Rupierre, Saint-Pierre-du-Jonquet, Robehomme, Petitville, Varaville, Cabourg, Le Buisson, Gonnevillle et Merville. Vire arracha à Caen La Bigne et Saint-Georges d'Aunay (2). Quelques retouches eurent lieu par la suite au cours de l'année 1790 (mars-avril) au moment de la division des districts en cantons sur les réclamations de quelques paroisses. Varaville, Petitville, Gonnevillle, Merville, Le Buisson (ces deux dernières aujourd'hui réunies formant la commune de Merville), Cabourg, furent rattachées au district de Caen.

(1) DUVERGIER : *Recueil des Lois Françaises*, t. I, p. 86.

(2) LE BRETHON (Paul) : *Le Calvados et son administration* (dans N R H, 1893, p. 746 et suiv.) ; MOURLOT (Félix) : *La fin de l'ancien Régime dans la Généralité de Caen*, p. 412 et suiv.

En définitive, le département du Calvados comprenait six districts : Caen, Bayeux, Falaise, Lisieux, Pont-l'Évêque et Vire. Celui de Caen était, au point de vue topographique, l'un des mieux situés. Largement ouvert sur la Manche, traversé par l'Orne, fleuve côtier navigable, il était un débouché sur l'Angleterre, une région favorable au commerce et d'un accès facile à cause de son peu de relief.

Au point de vue économique, il se révélait le plus actif. Servi par sa situation, il était le plus peuplé par suite de l'importance de son chef-lieu qui était en même temps celui du département (Caen : 34.805 habitants en 1791 (1) ; il comprenait 19 cantons et 182 communes (2). Riche région agricole, l'élevage s'y pratiquait peu et l'industrie se montrait seulement florissante au chef-lieu qui était la seule ville importante.

Telle était la situation générale de notre région au moment où fut appliquée l'organisation judiciaire nouvelle.

Les juges appelés à former le tribunal du district furent élus conformément au décret du 22 décembre 1789. C'étaient : Président : M. Simon ; Juges : Gautier, Desvaux, Chrétien, avocats ; Rousselin et Foubert, avocats du bailliage. On choisit comme suppléants : Dudoet, Daigremont, Saint-Manvieu, avocats du roi, Le Bidois, substitut, de la Pommeraye, ancien Président de l'élection de Bayeux (3). Le président Simon fut

(1) LE BRETHON : *La formation du département du Calvados et son Administration*, N R H, 1894, p. 249.

(2) *Id.*, p. 250.

(3) G. LESAGE : *Episodes de la Révolution à Caen*, p. 35.

remplacé en l'an II par Costy, qui est encore président en l'an III.

Quant aux mutations du personnel difficiles à suivre étant donné la situation troublée, elles paraissent avoir été peu fréquentes.

Le tribunal se composait pour siéger de la façon suivante. Le président, trois juges, un suppléant. Le roi était représenté par son procureur ministère public. L'installation eut lieu solennellement le 11 novembre 1790. Les juges escortés du corps municipal et des troupes vinrent au bailliage et prêtèrent serment en leur présence. Le président Simon fit un discours qui, par ses tendances royalistes, mécontenta beaucoup la population. Un service fut ensuite célébré à Saint-Etienne en l'honneur de la nouvelle organisation qui ouvrait une ère de prospérité pour la France (1).

En l'an IV, lorsque les tribunaux civils remplacèrent les tribunaux de district, l'installation eut lieu le 11 Brumaire de la même année. Les premiers membres de ce nouveau tribunal furent : Costy, Avice l'aîné, Alexandre, Hélie, Morel, Le Bailly, Dutrosne, Cosne, Gohier, Lorient, Le Quéro, La Rue, Tison, Desmarests, Aumont, Delavente, Blaise, Houssaye, Tanquerey, Brière, Vasnier, Cosne, Paysant. *Suppléants* : Fournier, Tragin, Beaunière, Lalande, Cauvigny. Costy fut élu président d'une section, pour l'autre on choisit Alexandre. Tragin fut choisi comme président du Tribunal de police (2).

(1) G. LESAGE : *Episodes de la Révolution à Caen*, p. 36.

(2) *Archives du Calvados*, Série L^v, Tribunal civil du Département, Registre des délibérations, 18 brumaire an IV. 25 vendémiaire an VIII.

Notre champ d'action délimité et étudié, voyons maintenant quels matériaux nous y avons découverts.

§ 2. — ETAT DE LA DOCUMENTATION

Nos documents ont été essentiellement constitués par deux catégories de pièces :

- 1° Les sentences des Tribunaux de Famille.
- 2° Les décisions du tribunal de district, puis plus tard du tribunal civil, jugeant en appel de la sentence des tribunaux de famille.

Les premières ont été rangées aux Archives départementales du Calvados, dans la série L^a sous formes de liasses non classées par suite de leur versement récent.

Les secondes sont rapportées dans les registres des tribunaux de district et civils déposés aux archives départementales du Calvados.

1° *Sentences des Tribunaux de Famille*

Au cours de nos recherches, nous sommes parvenus à réunir un certain nombre de décisions éparses dans les liasses émanant des tribunaux de famille, avec pièces annexes. Bien entendu, il n'existait aucun registre de ces sentences, le personnel du tribunal de famille n'étant pas un personnel fixe et ne comprenant pas de greffier. En outre, comme nous le verrons dans la suite, il n'avait pas de siège attitré ni de local où étaient déposées ses archives.

Personnel instable, siège qui changeait à chaque procès, autant de raisons pour une mauvaise conser-

vation des archives. Aussi le nombre des décisions parvenues entre nos mains est-il bien restreint. Nous n'avons d'abord aucune décision pour l'année 1790. Pour 1791, 4 ; pour 1792, 27 ; pour 1793, 7 ; pour 1794, 7 ; pour 1795, 13 ; pour 1796, 14. Au total : 72. Il semble résulter de cet examen que c'est en 1792 que l'institution a donné à Caen son plein rendement. La recrudescence des affaires en 1795 et 1796 doit avoir pour raison le retard antérieur dans les opérations et le désir de « liquider » l'institution.

C'est évidemment bien maigre, surtout quand on compare avec ce qu'a pu réunir le travail de M. Ferret qui, pour un district à peu équivalent à celui de Caen, a rassemblé plus de 500 sentences. Il faut voir dans cette pénurie une négligence du législateur qui avait omis, lors du vote de la loi des 16-24 août 1790, de prévoir le dépôt des décisions familiales dans un endroit où elles seraient à l'abri. Les membres du tribunal de famille se trouvaient la plupart du temps embarrassés et bien souvent confiaient la garde des pièces du procès à l'une des parties. M. Ferret nous apprend qu'à Montpellier et à Lodève, les notaires les classaient au rang de leurs minutes (1). Enfin, dans certaines régions, elles étaient déposées au greffe du tribunal de district.

A Caen, le premier système, le moins sûr d'ailleurs, la remise du dossier entre les mains de l'un des justiciables paraît avoir été surtout en faveur, comme nous le verrons ultérieurement dans les développements qui vont suivre.

(1) FERRET : Thèse, p. 128.

2° Décisions du Tribunal de District

Cette série est beaucoup plus riche que la précédente car les registres de ces tribunaux étaient tenus régulièrement, par suite du caractère permanent de la juridiction qui possédait un personnel fixe, un greffe et un greffier. Au total, nous avons compulsé douze registres s'échelonnant pour la période comprise entre le 26 mars 1790 et le 29 germinal an IV de la façon suivante :

Tribunal de district

Tome I, du 26 mars 1790 au 4 janvier 1791.

Tome II, du 5 janvier 1791 au 8 juin 1791.

Tome III, du 8 juin 1791 (fin) au 25 janvier 1792.

Tome IV, du 25 janvier 1792 (fin) au 13 juillet 1792.

Tome V, du 16 juillet 1792 au 6 décembre 1792.

Tome VI, du 7 décembre 1792 au 3 juillet 1793.

Tome VII, du 3 juillet 1793 (fin) au 16 Prairial an II.

Tome VIII, du 17 Prairial an II au 17 Brumaire an III.

Tome IX, du 18 Brumaire an III au 11 Floréal an III.

Tome X, du 11 Floréal an III (fin) au 23 Fructidor an III inclus.

Tribunal Civil

Tome XI du 13 Brumaire an IV au 8 Pluviôse an IV.

Tome XII, du 12 Pluviôse an IV au 29 Germinal an IV.

Seul nous manque le registre comportant la période comprise entre le 23 Fructidor an III et le 13 Brumaire an IV.

Dans ces douze registres, nous avons relevé au total 450 décisions se répartissant ainsi : 1790 : 38 ; 1791 : 119 ; 1792 : 75 ; 1793 : 62 ; 1794 : 80 ; 1795 : 67 ; 1796 : 9. Même en tenant compte de l'absence du registre constatée plus haut et qui comportait la fin de l'année 1795 et le début de 1796, il semblerait très difficile que le chiffre de cette dernière année atteignît celui de la précédente.

Malheureusement, dans ce nombre imposant, beaucoup n'avaient que peu de valeur pour notre étude et 45 seulement ont donné satisfaction à nos recherches : 1790 : 3 ; 1791 : 6 ; 1792 : 11 ; 1793 : 17 ; 1794 : 2 ; 1795 : 2 ; 1796 : 4. Malgré tout, ce chiffre nous apparaît beaucoup plus important qu'à Montpellier, où M. Ferret n'a découvert que 5 décisions d'appel. Cette anomalie peut sembler très étrange du fait que le nombre de sentences rendues en première instance y était plus considérable qu'à Caen. Elle est, nous le croyons facilement explicable; M. Ferret n'a dû faire porter son étude que sur les décisions d'appels qu'il a pu rencontrer au cours de ses recherches dans les liasses qu'il a compulsées. Il n'a pas dû étendre ses

investigations aux registres du tribunal de district. S'il avait agi autrement, le nombre des décisions d'appels devrait correspondre normalement au nombre des sentences rendues en première instance, ce qui n'est pas.

A Caen, la première fois qu'il est parlé de la nouvelle institution des tribunaux de famille, c'est dans une décision d'appel du 19 novembre 1790 (1). Nous avons ainsi la preuve que l'institution y a fonctionné dès son apparition. Elle prend son essor, d'après les registres d'appel, dès 1790, pour atteindre son plein développement au cours de l'année 1791, puis décliner dans les années suivantes jusqu'à l'abrogation de la loi. Chose curieuse, le même phénomène se produit à Montpellier, d'après les statistiques établies par M. Ferret pour les décisions de première instance.

En conclusion de tout ce qui précède, il est facile de voir que notre étude viendra heureusement compléter le travail fait à Montpellier. Nous sommes dans l'impossibilité de donner à nos lecteurs une connaissance approfondie des sentences de première instance dans notre district. En revanche, nous croyons pouvoir nous montrer plus affirmatifs sur les décisions d'appel, point presque laissé dans l'ombre par M. Ferret.

Pour la clarté de notre travail et la commodité de l'exposition, nous avons cru devoir présenter notre sujet d'après le plan suivant :

(1) *Archives du Calvados*, Série Iⁿ, *Registres d'appels*, t. I, p. 195, 19 novembre 1790.

CHAPITRE I

ORIGINES ET HISTOIRE DU TRIBUNAL DE FAMILLE
EN CE QUI REGARDE PARTICULIÈREMENT LA NORMANDIE

CHAPITRE II

COMPOSITION DU TRIBUNAL DE FAMILLE
ET PERSONNES QUI Y INTERVIENNENT

- § 1. — Les parties.
- § 2. — Les juges.
- § 3. — Lieu de réunion du tribunal de famille.
- § 4. — Récusation et déchéances des arbitres.
- § 5. — Le surarbitre.
- § 6. — Les auxiliaires du Tribunal de famille.

CHAPITRE III

COMPÉTENCE DU TRIBUNAL DE FAMILLE

- I. — *Compétence ratione personæ*
- II. — *Compétence ratione materiæ*
- A. — Rapports entre époux :
 - a) *Litiges relatifs aux liens du mariage lui-même ;*
 - b) *Litiges relatifs aux rapports pécuniaires des époux.*
- B. — Litiges relatifs aux successions.

- C. — Règlement de questions d'intérêt entre parents.
- D. — Litiges touchant à l'état des personnes.
- E. — Tutelle et curatelle.
- F. — Mesures provisoires et mesures conservatoires.

CHAPITRE IV

FONCTIONNEMENT DU TRIBUNAL DE FAMILLE

- § 1. — Tentative de conciliation.
- § 2. — Constitution du Tribunal.
- § 3. — Comparution devant le Tribunal.
- § 4. — Administration des Preuves.
- § 5. — Expertises.
- § 6. — Délibération du Tribunal.
- § 7. — Jugement.
- § 8. — Appel.

CHAPITRE V

DES DIVERSES INFLUENCES JURIDIQUES QUI ONT PU AGIR SUR LA PROCÉDURE ET LES DÉCISIONS DU TRIBUNAL DE FAMILLE

- § 1. Influence de la Coutume.
- § 2. Influence du Droit Royal.
- § 3. Influence du Droit Révolutionnaire.

CONCLUSION

CHAPITE I

Origines et Histoire du Tribunal de Famille en ce qui regarde particulièrement la Normandie

Avant d'entrer dans le vif de notre sujet, il nous a paru utile de brosser rapidement un tableau historique de la question et principalement des origines de l'institution. Elles ont été l'objet d'études approfondies de la part des auteurs qui nous ont précédés et nous avons pensé qu'il était inutile d'insister sur ce point. Nous avons seulement voulu donner plus de clarté à nos propres développements.

Pour les uns, le Tribunal de Famille prend ses racines dans le Droit Romain, pour d'autres dans les « *Leges Barbarorum* » du Droit Germanique. D'autres encore et ces derniers, semble-t-il, avec plus de raison et de logique historique, en voient les prodromes tout simplement en Droit Français, dans les « Statuts de Provence » (1) du xvi^e siècle, qui admettaient l'arbi-

(1) JULIEN : *Commentaires sur les Statuts de Provence*, p. 239 et suiv.

trage entre parents, institution que la Grande Ordonnance de 1560 essaya d'étendre à toute la France et que le Code Michaud lui-même rappela plus tard.

Toutes ces opinions en apparence si divergentes ne sont à notre avis nullement contradictoires. La société romaine et la société germanique, bien que créées d'après des principes différents, étaient l'une et l'autre des sociétés primitives à organisation sociale faible, où toute la solidité résidait dans une organisation familiale fortement charpentée. La famille y était un « tout », un véritable petit « état », avec sa propre justice pour trancher les différends qui pouvaient surgir entre ses membres ou châtier ceux qui se rendaient coupables de fautes graves.

Quant aux régions où dans les temps modernes nous trouvons des institutions analogues à celle que nous étudions, ce sont précisément celles où le vieux Droit Romain est resté vivace et a inspiré toutes leurs notions juridiques. Le tribunal de famille parvenu jusqu'à nous par le canal du Droit écrit, avait donné lieu, à diverses époques récentes, à des manifestations de vitalité comme il a été possible de s'en rendre compte et les philosophes du XVIII^e siècle en avaient repris fréquemment l'idée à la veille même de la Révolution.

C'est qu'en effet en 1789 et dans les années qui avaient précédé, la situation de la France, au point de vue juridique était déplorable et faisait songer les esprits éclairés aux remèdes capables d'y pallier. La Monarchie avait, à travers les siècles, échafaudé un ensemble de rouages administratifs et judiciaires sans cohésion et dépourvus d'harmonie. Certes, des réfor-

mes judiciaires avaient été faites par des rois et des ministres clairvoyants, mais les moyens employés étaient insuffisants et, à la veille de la Révolution, la France donnait l'impression d'une machine fatiguée à laquelle on a remis, de-ci de-là, quelques pièces pour en prolonger l'usage. Des protestations nombreuses et véhémentes s'élevaient contre l'administration judiciaire et pénitentiaire. Justice ruineuse (1) et (2). On déplore le nombre excessif de degrés de juridiction, la multiplicité extraordinaire des tribunaux, l'imprécision de leurs limites, de leurs attributions respectives, les complications de la procédure, le nombre exagéré et la durée presque indéfinie des procès, les exactions des gens de justice. La charge énorme qu'on a pu appeler « le brigandage de la justice » grevait les populations (3). Justice très partielle, très lente et très chère. Ce qu'il aurait fallu, mais tous les hommes d'Etat reculaient devant l'énormité de la tâche, c'eût été une suppression totale de tout ce mécanisme suivie d'une reconstruction nouvelle. Le peuple seul osa ce qu'aucun gouvernement n'avait voulu entreprendre. Les cahiers de doléances furent la manifestation de cette volonté populaire.

Il était de toute logique au moment de la rédaction des cahiers que certaines doléances des régions où l'arbitrage était en honneur, préconisent cette réforme. La plupart d'entre eux n'ont fait qu'effleurer l'institution en demandant seulement pour les tribu-

(1) LE PARQUIER : *Bailliage d'Arques*. Introduction, p. 29.

(2) LE PARQUIER : *Bailliage d'Arques*. Note sur les tribunaux en général.

(3) MARION : au mot justice.

naux de famille une compétence partielle et limitée à certaines questions.

Parmi les plus acharnés étaient les cahiers de la Corse, réclamant une compétence très étendue pour toutes les causes entre parents avec appel au Conseil Supérieur. Les cahiers des trois ordres de Langres étaient aussi véhéments dans leurs réclamations que ceux de la Corse (1). Les cahiers de la Provence préconisaient aussi une réforme en ce sens. Toutes ces régions, exception faite de Langres, étaient la terre d'élection de la « patria potestas ». On voyait là un moyen d'atténuer sa puissance déjà affaiblie.

Que dire des cahiers normands ? Ils réclament moins nettement d'ailleurs que les précédents une réforme de la justice et préconisent fréquemment la réapparition des jugements de famille pour refréner les mœurs (2). Cependant le cahier de May-sur-Orne, commune du district de Caen, dans son article 36, fait plus clairement apparaître son point de vue et émet le vœu que « Chaque famille ait une juridiction de police sur les individus qui lui sont attachés par les liens du sang » (3). De quelle manière, il ne l'indique pas, néanmoins il faut voir là, à notre avis, une allusion directe à une juridiction familiale analogue à l'institution que nous étudions. Ce n'est qu'un cas isolé d'autant plus intéressant à relever.

(1) MASSON (E.) : *La puissance Paternelle et la Famille sous la Révolution*. Thèse, p. 51 à 117.

(2) BRIDREY (E.) : *Cahiers de doléances des bailliages du Cotentin*. Titre III, Ville de St-Lô, art. 5, p. 34 et 40.

(3) *Archives du Calvados*, S/Série 16 B. *Cahiers de doléances des paroisses du bailliage de Caen*.

Quant aux députés de notre province, étant donné l'esprit de la Coutume, n'avaient-ils pas une prédisposition à embrasser les vues de l'Assemblée Législative ? N'y avait-il rien dans l'ambiance juridique où ils vivaient qui les y incitât ? Il faut pour s'en rendre compte examiner d'une part, la Coutume et ses commentateurs, d'autre part, les cahiers des Etats de Normandie des xvi^e et xvii^e siècle qui font connaître d'une manière assez nette les désirs des populations.

La Coutume connaissait les Assemblées de Famille dans la composition desquelles entraient des parents, des amis et même des voisins appelés à donner des avis dans des circonstances déterminées. Ces assemblées sont d'ailleurs visées par les articles 150, 151, 227 de la Coutume. Il y a plus : des Règlements du Parlement de Rouen avaient donné les principes à suivre pour leur formation, leur mode de délibération, leurs attributions (Règlement de 1666 sur la Tutelle, art. 127). Mais ces Assemblées ne paraissent avoir eu qu'un rôle d'administration, de surveillance un peu analogue à celui de notre « Conseil de Famille » actuel (nomination de tuteur, de curateur, aliénation de biens, réception de comptes de tutelle.

Aucune d'elles n'a eu une fonction semblable à celle du Tribunal de Famille de la loi des 16-24 août 1790.

Pour ce qui est des commentateurs ils n'attachent qu'une importance très restreinte à la question. Ils suivent de très près la Coutume qu'il s'agisse de Bérault, de Basnage, de Pesnelle. Les derniers en date cependant Flaust et Houard, sous l'influence des

idées philosophiques, se montrent plus hardis et assez prêts à admettre une juridiction familiale à compétence étendue. Houard, par exemple, trouverait volontiers logique que les époux puissent se séparer de corps sans formalités judiciaires par un arrangement amiable et avec le consentement de leurs parents respectifs (1). Il souhaite aussi que l'on puisse par raison d'économie faire établir les inventaires des biens des mineurs par les soins d'une assemblée des plus proches parents (2).

Il est facile en joignant tous ces points de détails de distinguer même dans la Coutume un acheminement vers les cahiers de doléances de 1789 et les vœux de l'Assemblée Législative.

Pourtant en somme nous n'avons que fort peu de choses, rien qui dans la Coutume et les commentateurs ressemble aux tribunaux de famille tels que les a conçus le législateur de 1790. On peut dire qu'à la veille de la Révolution, l'opinion publique en Normandie n'y pensait pas ou y pensait fort peu. Cependant l'influence de l'école philosophique s'était exercée dans la classe instruite de cette région. Certains juristes, notamment Houard, y étaient implicitement favorables. En dehors du cahier de May-sur-Orne dans le Calvados quelques cahiers de la Manche les avaient demandés. Le terrain avait été ainsi préparé pour recevoir dans de bonnes conditions la semence nouvelle.

(1) HOUARD : *Dictionnaire analytique* au mot « Femme », t. II, p. 270.

(2) *Id.*, au mot « Tutelle », t. IV, p. 423.

On peut alors se demander en présence de cette situation quelle fut au cours des débats sur cette loi des 16-24 août 1790 l'attitude des députés de Normandie et notamment de ceux du district de Caen ?

Il faut tout d'abord rendre hommage au rôle de tout premier plan qu'occupa Thouret, député de Rouen qui fut vraiment l'âme du Comité de Constitution de l'Assemblée Nationale. Il prit une part très importante à l'élaboration de la loi des 16-24 août 1790 (1). La création de l'institution fut rapidement votée (12-16 août 1790). Aucun des députés du Calvados ne prit une part active au débat. D'ailleurs la discussion fut courte comme nous l'avons vu et se passa surtout entre les promoteurs du projet. Les appuis qui vinrent à Thouret ne lui furent pas fournis par ses compatriotes. Peut-être ceux-ci estimaient-ils que cette institution n'était qu'un détail au milieu de questions beaucoup plus importantes ?

(1) LEBÈGUE (Ernest) : *La vie et l'œuvre d'un Constituant : THOURET.*

CHAPITRE II

Composition du Tribunal de Famille et personnes qui y interviennent

§ 1. — LES PARTIES

Les plaideurs en présence devant les juges d'un tribunal de famille sont toujours unis par un lien de parenté. Cette juridiction n'est compétente qu'entre parents, sauf le cas de la tutelle qui d'ailleurs fut ajouté à l'article 12 après coup lors de la discussion de la loi, sur les instances d'Odier de Massillon. Même pour le lien du sang, le législateur a voulu des restrictions de manière à éviter que des personnes parentes à des degrés très éloignés, surtout à une époque où, par suite du peu de moyens de communication, les familles se cantonnaient dans des régions très limitées, parfois un même village, ne puissent se réclamer du tribunal domestique. Aussi prévoit-il un nombre restreint de cas en dehors desquels le litige n'est plus de la compétence de cette juridiction. En revanche la Révolution faisant application de ses

principes égalitaires a décidé que dans la limite des degrés spécifiés le tribunal familial fonctionnerait quelque soit la classe sociale des parties. Cette solution tout en satisfaisant l'idéal du jour coupait court à certaines difficultés, par exemple au cas où un roturier et un membre du clergé se trouvaient apparentés à l'un des degrés autorisés par la loi.

Le législateur va plus loin : il fait rentrer dans le cadre des justiciables non seulement des parents par le sang mais encore des personnes placées dans une certaine dépendance entre elles ainsi que nous l'avons vu pour la tutelle. Entre mari et femme, il y a peut-on dire une parenté légale puisque le mari et la femme créent une famille. On ne peut pas soutenir qu'entre pupille et tuteur il en soit de même. Comment alors expliquer l'admission de cette dernière catégorie à la barre du tribunal de famille ? Il faut pour cela voir les explications données à ce sujet par Thouret à l'Assemblée Constituante (1). Il considère l'enfant en présence de son tuteur dans une situation analogue à celle de l'enfant en présence de son père. Dans les deux cas, il est sous une autorité et cette autorité, le tribunal de famille est destiné à en assurer le respect. D'ailleurs la loi indique elle-même que seul tout ce qui a trait à la tutelle doit être en jeu dans le litige soumis aux juges familiaux.

Au cours de nos travaux nous avons voulu faire un classement des parties aux procès selon leur rang social et leur profession. En principe la qualité et la profession sont rarement indiquées. Une décision nous

(1) *Moniteur* 1790, 6 août. Supplément n° 218 bis, p. 898 et suiv.

mentionne que l'une des parties est « laboureur », l'autre « marchand » (1). Un autre procès nous indique l'une des parties comme « laboureur ».

En revanche, il est fait souvent état du lien de parenté qui unit les plaideurs. Quelle en est donc la raison ? Elle nous paraît être la suivante : La loi attachait peu d'importance au rang social ou à la profession. Ce qui l'intéressait davantage, c'était l'état de parenté, le lien du sang qui unissait les parties. Voilà pourquoi on en faisait mention dans la rédaction du jugement et des procès-verbaux. Sur ce point, le résultat de nos recherches est le suivant : Litiges entre époux : 15 ; entre parents et enfants : 19 ; entre frères et sœurs : 10 ; entre pupille et tuteur : 3 ; entre beaux-frères et belles-sœurs : 10 ; entre oncle et neveu : 4 ; entre beau-père et beau-fils : 2 ; entre belle-mère et gendre : 1.

§ 1. — LES JUGES

Quant au tribunal chargé de rendre la sentence, qui le composera ? Quatre arbitres choisis aux termes de l'article 13 de la loi des 16-24 août 1790, lequel prévoit que « chacune des parties nommera deux arbitres ». C'était là la règle, mais on y voit des demandes d'exception et l'exemple suivant en est le témoignage.

« . Oui M^e Pelvey, défenseur du sieur M... lequel a conclu à ce qu'il plaise au tribunal vu les circonstances particulières ordonner que le tribunal de famille

(1) *Archives du Calvados*, Série Lⁿ, Liasse 5, 10 brumaire an IV.

sera composé de huit parents » (1). Le tribunal de district décida que la loi s'y opposait et débouta bien entendu la partie de sa demande.

Nous n'avons envisagé jusqu'ici que le cas où il n'existe que deux plaideurs, mais il peut se faire qu'il y en ait plusieurs d'un côté de la barre ou même des deux côtés. La loi s'est montrée sage et pour éviter de multiplier d'une manière démesurée le nombre des arbitres, on les a limités à deux pour représenter toutes les personnes ayant un intérêt identique.

Si la loi a fait preuve de sagesse, elle a aussi montré une grande largeur d'esprit, notamment pour la composition des tribunaux de famille. Le principe veut que les arbitres soient des parents des parties au procès.

« 2 mai 1792 : à la requête de M^e Cosne, avoué des sieurs M... soit dit et signifié à M^e Lechevalier, avoué de la veuve M... en parlant à son clerc en son étude à ce qu'il n'en ignore.

Qu'il y a des raisons pour demander dans les circonstances l'exécution de la loi qui a voulu qu'on ne puisse nommer des étrangers que lorsqu'il n'y a point de parents... La dame M... appartient à une famille nombreuse dans laquelle elle peut trouver des arbitres » (2).

Ce que le législateur recherche surtout, c'est à rétablir un certain équilibre entre des opinions qui sont la représentation d'intérêts différents. On prendra donc des parents dans la ligne paternelle et dans la

(1) *Archives du Calvados*, Série Lⁿ, *Registres d'appels*, t. III, 29 juillet 1791, p. 114.

(2) *Archives du Calvados*, Série Lⁿ, Liasse 16, 2 mai 1792.

ligne maternelle. Quant au degré, peu importe, du moment que le lien du sang est encore visible.

Si tel est le principe, il est assez souvent difficile de l'appliquer par suite du défaut ou d'un nombre insuffisant de « parents ». Aussi le législateur a-t-il été obligé de prévoir l'exception. Le tribunal de famille pourra se constituer ou se compléter à l'aide d'« amis ». Le texte d'ailleurs se montre peu explicite et donna lieu à de nombreuses discussions (1).

« Le tribunal a renvoyé les parties à celui de famille composé d'autres parents [que ceux] qui ont délibéré et en cas d'insuffisance permis d'y appeler des amis » (2).

La lettre suivante nous fournit encore un exemple intéressant sur l'esprit de la loi qui ne voit dans les « amis » qu'un palliatif à l'absence de « parents ».

Falaise, le 26 janvier 1793.

Citoyen,

« La cause de Madame M... fut plaidée comme je vous l'avais annoncé par ma lettre du 20 de ce mois : il est ordonné que le tribunal de famille sera composé de parents, c'est-à-dire qu'on a jugé que les « amis » et étrangers ne peuvent être nommés qu'à défaut de parents. » (Lettre du citoyen Dufour, avoué à Falaise, au citoyen Grégoire, huissier près du Pont Saint-Pierre à Caen) (3).

Ce qu'on a voulu surtout dans la plus grande mesure possible, c'est faciliter le fonctionnement

(1) *Archives du Calvados*, Série Lⁿ, Liasse 20, 14 octobre 1792.

(2) *Archives du Calvados*, Série Lⁿ, *Registres d'appels*, t. I, 20 décembre 1790, p. 231.

(3) *Archives du Calvados*, Série Lⁿ, Liasse 16, 26 janvier 1793.

de ces juridictions. Assez souvent d'ailleurs, les tribunaux seront « mixtes », en ce sens qu'ils seront composés à la fois de « parents » et d' « amis ». On a pensé peut-être à tort et l'expérience l'a prouvé que les idées de fraternité posées en principe par la Révolution seraient suffisamment fortes pour faire d' « amis » des juges impartiaux.

Le législateur est d'ailleurs allé plus loin : pour lui le voisinage est capable de créer entre les personnes un sentiment analogue à l'amitié. Il faut d'ailleurs reconnaître que bien souvent les deux se confondent, et les liens existant entre voisins sont tout au moins des liens de solidarité. Plus particulièrement en Normandie n'y avait-il pas de précédent à cette idée et cette province n'avait-elle pas connu dans son ancien Droit même le « Haro » encore pratiqué de nos jours à Jersey et à Guernesey, dans les Iles Anglo-Normandes ? La personne menacée dans sa vie ou dans ses biens et qui poussait la clameur de « haro » devait être immédiatement secourue par tous ceux qui avaient assisté au fait ou entendu l'appel. Or, l'intervention devait venir dans la majorité des cas des « voisins ». Le voisinage revêtait en Droit Normand une certaine importance et recevait dans l'application de la loi des 16-24 août 1790, toute la bienveillance de nos populations.

Il est facile de voir les combinaisons multiples qui pouvaient jouer dans le choix des arbitres : fréquemment d'ailleurs, comme nous pourrons nous en rendre compte au cours de notre étude, les parties elles-mêmes ont tourné le but visé par le législateur.

Quant à la nomination de ces arbitres, la loi reste

muette. M. Ferret dans son ouvrage sur les tribunaux de famille du district de Montpellier mentionne que certaines décisions sont rendues par des arbitres « Respectivement nommés selon l'article 12 du Titre 10 des décrets concernant l'organisation judiciaire » (1).

A Caen, nous n'avons pas de mention semblable ; en revanche, il est indiqué que les arbitres ont été nommés en vue de la composition d'un tribunal de famille « en application de la loi des 16-24 août 1790 » ce qui est bien la même idée. Devant le silence des textes comment procédera-t-on ?

Deux cas sont à envisager :

I. Les adversaires se mettent d'accord en vue du choix des arbitres. Aucune difficulté ne se présente. Très souvent un compromis sera rédigé relativement à leur nomination. C'est soit un acte sous seings privés soit un acte reçu devant notaire au choix des parties. Nous n'avons pu trouver dans les archives de Caen des pièces de ce genre mais très certainement cette garantie écrite a dû être employée.

II. Les adversaires ne sont pas d'accord sur le choix des arbitres, c'est le cas le plus fréquent chez des personnes vivant en mauvaise intelligence. Très souvent par suite de leur mésentente, il y aura difficulté pour leur faire nommer des juges (2). La jalousie, les craintes d'une partialité (3) qui fréquemment

(1) FERRET : *Les Tribunaux de Famille*. Thèse, Montpellier, p. 140.

(2) *Archives du Calvados*, Série Lⁿ, Liasse 14, 18 brumaire an II.

(3) *Archives du Calvados*, Série Lⁿ, Liasse 7, 15 février 1792.

existe en seront la plupart du temps la cause. Comme il faut aboutir le plus rapidement possible, tout en sauvegardant les droits de chacun, au tribunal de district est confié le choix des arbitres (art. 18). Plus tard cette mission incombera au tribunal civil.

La partie qui a refusé de choisir des arbitres ne pourrait-elle pas après la nomination d'office par le tribunal faire rapporter l'ordonnance par une autre et remplacer les parents, alliés ou amis qui ont été désignés ? Non car ce serait lui permettre de faire traîner le procès en longueur. D'ailleurs le cas s'est présenté et a été jugé dans le sens de la négative :

« La question était de savoir si une partie qui a refusé de nommer des parents arbitres et qui en a laissé nommer d'office, peut faire rapporter cette ordonnance par une autre postérieure et faire nommer d'autres parents. Attendu qu'une telle procédure est contraire à la loi, le tribunal déboute le demandeur » (1).

Tribunal de 1^{re} Instance pour toutes les affaires qui lui sont attribuées et qui autrement seraient du ressort du tribunal de district, tel apparaît le tribunal de famille. Le véritable tribunal de Droit commun est sans contredit le tribunal de district. Composé d'hommes rompus à la pratique du Droit, il est naturel qu'il soit jugé capable de nommer les arbitres à la place de la ou des parties défaillantes. Pour se rendre compte de la mauvaise volonté ou du refus catégorique de choisir des arbitres la partie qui a nommé les siens, adresse par voie d'huissier à la

(1) *Archives du Calvados*, Série Lⁿ, *Registres d'appels*, t. IV, p. 180, 18 mai 1792.

partie défaillante, une notification dans laquelle il lui est enjoint d'avoir à nommer des arbitres dans un délai déterminé. L'acte indique le nom des arbitres du demandeur, le lieu, le jour et l'heure de la réunion du tribunal de famille. Le délai expiré, le tribunal compétent procédera à la nomination si celle-ci n'a pas été faite.

Dans l'étude particulière qui nous occupe, nous nous sommes efforcés de rechercher dans quelles conditions les arbitres étaient recrutés et surtout à quelles professions ils appartenaient. Nous avons pu les classer de la manière suivante : Hommes de loi 11 ; Laboureurs 2 ; Notaire 1 ; Chirurgien 1 ; Prêtres 3 ; Jardinier 1 ; Officier municipal 1. Ce sont là les quelques exemples où la profession des arbitres était indiquée. Nous ne pouvons pas affirmer qu'à Caen, contrairement à ce qui se passait à Montpellier, il existait des arbitres de profession. Nous n'avons rencontré au cours de nos travaux qu'un seul nom : M^e Cauvet, mentionné une fois comme arbitre, une autre fois comme surarbitre. Cependant, il est à présumer qu'il en était de même.

§ III. — LIEU DE RÉUNION DU TRIBUNAL DE FAMILLE

Nous avons vu précédemment que le Tribunal domestique n'avait pas comme les tribunaux ordinaires un siège fixe. Les juges familiaux s'assemblaient où ils le voulaient et rien ne peut mieux nous le montrer que les exemples suivants :

« En conséquence, le tribunal de district ordonner

que lesdits M... seront tenus de se trouver au cabinet de M^e Larue, homme de loi » (1).

« Nous nous sommes assemblés au tribunal de famille, dans la maison de Pierre Bâton, cabaretier au bourg de St- Germain-du-Crioult » (2).

Il est parfois indiqué expressément que le lieu de réunion se trouve chez l'un des membres du tribunal, ce qui en fait, se produisait le plus souvent.

« Fait, arrêté et signé double après la lecture à Caen en la maison du citoyen Nicolle, l'un de nous chez lequel s'est tenu le tribunal de famille (3).

Toutefois, malgré cette diversité de lieux de réunion résultant de la liberté absolue laissée aux plaideurs, il existait une règle consacrée par l'usage et qui s'appliquait assez fréquemment. Au cas où un surarbitre devait intervenir pour trancher un procès resté en suspens par suite du partage égal des voix, le siège du tribunal domestique était déplacé et venait s'installer au domicile du surarbitre. Il semble y avoir eu dans ce geste, une marque d'estime donnée à l'arbitre suprême, un acte de bienséance.

§ IV. — RÉCUSATION ET DÉCHÉANCE DES ARBITRES

Les arbitres nommés, il peut arriver qu'un choix ait été malheureux. La partie incriminée pourvoira au remplacement de l'arbitre en question. En cas de refus de sa part, le tribunal de district devra s'en charger.

(1) *Archives du Calvados*, Série Lⁿ, Liasse 2, 2 mai 1792.

(2) *Archives du Calvados*, Série Lⁿ, Liasse 5, 27 brumaire an IV.

(3) *Archives du Calvados*, Série Lⁿ, Liasse 2, 30 avril 1792.

« Oui, le commissaire du Roi le tribunal a dit à tort la nomination faite par le sieur D... des sieurs Rousseau et Duchesne pour composer le Tribunal de famille, ordonné que dans la huitaine de la signification du présent jugement, ledit sieur D... nommera deux autres personnes au lieu et place des sieurs Rousseau et Duchesne faute de quoi et ledit temps passé, il en sera nommé d'office » (1).

Le droit de récusation, c'est-à-dire la faculté pour l'une des parties de ne pas accepter le ou les arbitres choisis par son adversaire existe devant le tribunal de famille comme devant les autres juridictions. Ce moyen de défense permet d'éviter un jugement rendu par des personnes dévouées par avance à la cause de l'adversaire.

Du mercredi 2 mai 1792. « Entre la dame veuve M... demanderesse en vertu d'une requête présentée le 26 avril dernier enregistrée le même jour contre les sieurs M... à eux officée par exploit de Bouchard avec assignation en ce tribunal pour voir juger à tort la récusation signifiée par lesdits sieurs M... contre MM. Lecavelier et Larue nommés arbitres par Mme Vve M... pour composer le tribunal de famille » (2).

Même après leur nomination et leur agrément par la partie adverse, il peut arriver que les arbitres n'exercent pas leurs fonctions. Ils peuvent d'abord refuser de jouer le rôle d'arbitre ou bien encore subir une déchéance qui les empêche de conserver leurs droits et prérogatives (déchéance du fait de l'absence

(1) *Archives du Calvados*, Série Lⁿ, Liasse 2, 20 avril 1792.

(2) *Archives du Calvados*, Série Lⁿ, Liasse 2, 2 mai 1792.

du certificat de civisme (1), condamnation (2), occupations (3), démission pure et simple (4), décès (5).

Que se passera-t-il alors ? Le tribunal sera-t-il dans l'impossibilité de juger ? Non logiquement, bien que la loi de 1790 soit muette. Il y a lieu à une procédure identique à celle de la première nomination. La partie dont le ou les arbitres sont défaillants en nommera d'autres. Si elle fait la sourde oreille, son adversaire lui adressera une sommation. Si la sommation reste sans réponse, le tribunal de district d'abord et plus tard le tribunal civil se chargera de la nomination du remplaçant.

§ V. — SURARBITRE

Les arbitres une fois nommés devront se réunir pour discuter et rendre une décision sur le litige. Il semble que désormais on doive parvenir rapidement au terme du procès. Pas nécessairement. Il peut en effet se faire qu'au moment de rendre le jugement les avis soient partagés de telle sorte qu'il y ait impossibilité d'aboutir, aucune majorité ne s'étant formée parmi les membres du tribunal. Comment procèdera-t-on pour sortir de cette impasse ? Les arbitres choisiront un tiers qui tranchera en qualité de « surarbitre ». Son rôle sera de départager les membres du

(1) Loi du 6 germinal an II.

(2) *Archives du Calvados*, Série Lⁿ, Liasse 14, 22 floréal an II.

(3) *Archives du Calvados*, Série Lⁿ, Liasse 23, 3 août 1792.

(4) *Id.*

(5) *Archives du Calvados*, Série Lⁿ, *Registres d'appels*, t. II, p. 89, 23 février 1791.

tribunal par un avis qui favorisera l'une ou l'autre des opinions en présence.

« Lorsque les quatre arbitres se trouveront divisés d'opinion, ils choisiront un surarbitre pour lever le partage ».

Au cas où les arbitres ne pourraient se mettre d'accord sur ce choix, le tribunal de district y procéderait lui-même.

§ VI. — AUXILIAIRES DU TRIBUNAL DE FAMILLE

Les plaideurs, les arbitres, le surarbitre, voilà les rouages principaux et indispensables du tribunal de famille. Sont-ce les seuls ? Non, car à côté d'eux interviendront certains auxiliaires, les uns nécessaires, les autres accessoires.

Nous avons envisagé le cas où l'un des plaideurs se refusant à nommer des arbitres, le tribunal de district s'en chargeait à sa place. A partir de 1792, ce pouvoir fut remis au président seul. Il y a plus, la décision même du tribunal de famille n'aura jamais force exécutoire sans l'agrément de ce même président.

Le juge de paix se vit attribuer certaines prérogatives. Bien souvent, des commissions rogatoires lui sont confiées et dans certains cas on lui donnait la mission de nommer des arbitres et des surarbitres. Les huissiers ont un rôle fréquent : ils font les diverses sommations et notifications nécessaires au cours du procès et après la reddition du jugement, ils sont chargés d'avertir la partie perdante. Président du tribunal de district et plus tard civil, juge de paix,

huissiers sont les auxiliaires nécessaires et indispensables selon le cas. Voyons maintenant les auxiliaires dont le concours n'est pas indispensable.

Jamais les avoués et les avocats n'auraient dû intervenir dans les tribunaux domestiques si la loi dans bien des cas, n'avait été tournée par les parties elles-mêmes qui faisaient intervenir leur conseil au procès.

Quant aux notaires, nous les voyons manifester leur présence en prenant part aux délibérations comme secrétaires ou experts. A Caen, nous n'avons qu'un exemple de notaire arbitre (1), mais il est vraisemblable qu'à une époque où les gens pourvus de quelque instruction était une minorité, leur concours était précieux et par la même fréquent. En outre, bien souvent les minutes des décisions des tribunaux de famille étaient déposées dans les études des notaires pour y être conservées et ce à défaut d'indication de la loi. Un tel procédé risquait de faire égarer un grand nombre de minutes car les notaires s'y intéressaient fort peu. Aussi un arrêté du Comité de Législation de la Convention du 4 Frimaire, an III (2) ordonna-t-il de déposer toutes les sentences des tribunaux de famille dans les greffes des tribunaux de district. Par cette centralisation très logique puisqu'elle rapprochait les décisions rendues en premier ressort des décisions d'appel on pouvait diminuer les risques de perte. Il est vrai que de ce fait, les archives furent par la suite dispersées, égarées ou brûlées. Peut-être eussent-elles été moins endommagées dans leur rési-

(1) *Archives du Calvados*, Série Lⁿ, Liasse 14, 18 vendémiaire an III.

(2) FERRET : Thèse, p. 29 et suiv.

dence première puisqu'entre les mains de particuliers ?

Bien souvent enfin, les tribunaux domestiques sont obligés d'avoir recours à des « experts ». Ils existent dans tous les corps de métier (agriculteurs, maçons) ; mettant leur expérience à la disposition des juges, ils permettent à ceux-ci de mieux asseoir leur opinion dans le cas où la nature du litige exige certaines connaissances spéciales.

Les experts dans certaines décisions reçoivent la dénomination impropre « d'arbitres » (1). Chaque partie doit nommer un expert. Il arrive parfois que deux experts sont nommés par chacun des plaideurs, avec faculté de choix pour son adversaire. Nos recherches sur ce sujet ont été peu fructueuses et nous n'avons pu découvrir que deux noms d'experts : Jacques Pecquerel et Michel Thorel (2).

Nous venons de passer en revue les acteurs principaux et secondaires ; examinons maintenant dans quelles limites s'étendra le rôle du Tribunal de Famille, en un^e mot sa compétence.

(1) *Archives du Calvados*, Série L^u, Liasse 22, 3 juin 1793.

(2) *Archives du Calvados*, *id.*

CHAPITRE III

Compétence du Tribunal de Famille

I. — COMPÉTENCE « RATIONE PERSONÆ »

Les Tribunaux de Famille ont d'après l'esprit de la loi de 1790 (art. 12) une compétence restreinte quant aux personnes du fait qu'elle est limitée aux litiges entre parents, entre époux et entre tuteur et pupille. Cette compétence juridiquement parlant compétence « Ratione personæ » est peut-être ce qu'il y a de plus clairement expliqué dans le texte de cette loi. Beaucoup de décisions s'y référant s'expriment ainsi : « Vu la qualité des parties renvoyé devant le tribunal de famille » (1).

II. — COMPÉTENCE « RATIONE MATERIÆ »

En revanche, la seconde manière dont on peut considérer la compétence ou « ratione materiæ » est presque laissée dans l'ombre par la loi. « S'il s'élève

(1) *Archives du Calvados*, Série L^u, *Registres d'appels*, t. I, p. 203, 29 novembre 1790 et t. V, p. 157, 10 juin 1793.

quelque contestation » dit le texte de l'article 12 : rien de plus. Aussi faute de précisions devons-nous étudier les cas d'espèce de manière à nous faire une opinion sur cette partie de la compétence et l'interprétation qui peut en être donnée.

§ A. — RAPPORTS ENTRE ÉPOUX

a) Litiges relatifs au lien du mariage lui-même

Les contestations entre gens mariés donnent lieu, quand elles se tranchent devant les tribunaux, à un dénouement qui a varié selon les époques (divorce, séparation de corps). Tous ces litiges d'un caractère essentiellement familial étaient du ressort des tribunaux d'arbitres. La séparation de corps seule admise jusqu'à la loi du 20 septembre 1792 fut à partir de cette époque remplacée par le divorce. En revanche, la loi du 4 Floréal an II, décida que la conversion de la séparation de corps en divorce serait de la compétence des Conseils généraux des communes et tout pouvoir à ce sujet était retiré aux juges arbitres du tribunal de famille. Solution des plus étranges étant donné leurs prérogatives en matière de séparation de corps d'abord, de divorce ensuite.

Compétent pour toutes les questions relatives aux rapports entre époux on voit même le tribunal domestique intervenir en matière d'oppositions à mariage.

« Entre le sieur F... R... fils majeur, demandeur en appel contre le sieur A... R... appelé en vertu d'une assignation de Bazire huissier, du 8 février 1792, enregistrée à Tilly le 9 à comparaitre le lundi suivant au tribunal de district de Caen pour se voir condamner

à donner main levée de l'opposition faite à son mariage... dire que par le tribunal de famille dont est appel il a été mal jugé » (1).

b). *Litiges relatifs aux rapports pécuniaires des époux*

Médiateur entre les époux, le tribunal de famille était par là même entraîné à donner une solution dans le règlement de leurs droits respectifs et notamment en ce qui concerne l'importante matière des droits du conjoint survivant. Là, en effet, on voit en compétition, la famille de l'époux défunt et l'époux survivant. Il y aura lieu à application surtout dans le cas de la femme veuve qui pourra réclamer devant le tribunal de famille tout ce qui a trait aux frais de deuil et à l'indemnité comprenant les quarante jours de nourriture auxquels elle a droit.

« Le tribunal a accordé à la dite dame D... pour son deuil et quarante jours de nourriture, mille deux-cents livres » (2).

Il en sera de même pour toutes les questions pouvant intéresser le douaire, c'est-à-dire la partie des propres du mari sur laquelle la veuve a un droit de jouissance sa vie durant et aussi ce droit de jouissance lui-même. C'était là pour elle la garantie de vivre honorablement selon la condition de son époux et de garder son rang dans la société (3).

(1) *Archives du Calvados*, Série Lⁿ, Liasse 2, 20 mars 1792.

(2) *Archives du Calvados*, Série Lⁿ, Liasse 23, 13 avril 1791.

(3) *Archives du Calvados*, Série Lⁿ, Liasse 12, 21 thermidor an III, Liasse 23, 13 avril 1791.

§ B. — LITIGES RELATIFS AUX SUCCESSIONS

D'une manière générale, toutes les fois qu'il naît un litige après le décès d'une personne, litige qui met aux prises les parents héritiers, le tribunal de famille est compétent pour juger. Reddition de comptes de succession (1).

« L'an 1793 2^e année républicaine, le 28 juin, j'ai Louis Sevestre, huissier ordinaire au ci-devant bourg de Bayeux, à la requête du citoyen P... G... signifié au citoyen Ph... G... en donnant assignation d'être et comparaître le jour de vendredi prochain, 9 heures du matin, devant le tribunal de famille composé par eux pour les dissensions élevées entre eux au sujet de la succession de J... G... (2).

Le tribunal domestique sera de même désigné pour les demandes en partage et les partages entre héritiers ainsi que pour tous procès accessoires à ces questions.

« Aux citoyens, Président et juges du Tribunal de District de Caen, département du Calvados.

Le citoyen J... L... de cette cité, section de la Fermeté expose que par contrat passé devant les notaires de Caen le 2 de ce mois, il a été acquis de P... L... boulanger en cette commune, différents héritages situés en la commune de Rosel faisant le 2^e lot échu à P... L... suivant et aux termes de la choisie faite en vertu du jugement rendu par le tribunal de famille d'entre ledit P... L... et J... L..., son frère, le 16

(1) *Archives du Calvados*, Série Lⁿ Liasse 12, 28 juin 1793.

(2) *Archives du Calvados*, Série Lⁿ, Liasse 12, 28 juin 1793.

Fructidor dernier, faute par ledit J... L... d'avoir comparu (1).

En cas de refus de faire inventaire de la part d'un héritier, le tribunal domestique sera compétent (2). Si l'héritier refusant comparaît, on lui accorde la plupart du temps un délai à l'expiration duquel l'inventaire devra être achevé.

Quand des avantages ont été conférés à l'un des héritiers au détriment de ses cohéritiers (préciput) ceux-ci peuvent porter le procès devant le tribunal de famille (3).

Tout ce qui touche à la légitime sera aussi du ressort du tribunal domestique. « Les parties ayant été en discussion relativement à leur légitime au ci-devant bailliage de Caen, il est intéressant par la suppression de ces sortes de tribunaux de composer un tribunal de famille pour être fait droit » (4).

Nous avons vu jusqu'ici les questions successorales intéressant les héritiers légitimes. Et en cas de filiation naturelle ? La loi du 12 Brumaire an II, prévoyait la compétence des tribunaux de famille dans l'hypothèse où les droits des enfants naturels étaient en jeu dans la succession de leurs père et mère. L'enfant naturel est appelé aux successions de ses père et mère et même des collatéraux et sauf une réserve, ses droits sont ceux d'un enfant légitime.

(1) *Archives du Calvados*, Série Lⁿ, Liasse 10, 28 brumaire an III.

(2) *Archives du Calvados*, Série Lⁿ, Liasse 23, 13 avril 1791.

(3) *Archives du Calvados*, Série Lⁿ, Liasse 25, 28 juillet 1791.

(4) *Archives du Calvados*, Série Lⁿ, Liasse 5, 4 thermidor an II.

Les enfants adultérins eux-mêmes ne sont pas oubliés avec une part égale à $\frac{1}{3}$ de ce qu'ils auraient eu s'ils étaient nés dans le mariage.

§ C. — LITIGES RELATIFS AUX QUESTIONS D'INTÉRÊTS
ENTRE PARENTS

A ce propos, les cas les plus divers peuvent être portés devant la juridiction familiale.

Une fois le partage réalisé des procès de bornages et de servitudes peuvent s'élever entre les héritiers.

Entre le sieur N... appelant de jugement rendu par le tribunal de famille le 30 du mois dernier en faveur de G... E... par lequel il est dit : « Que le dit N... sera tenu de faire reculer le mur de pierre qui partage son jardin et le passage susdit de manière que ce passage ait dans le lieu le plus étroit au moins 9 pieds et condamnons ledit N... aux dépens » (1).

Entre P... Q..., demeurant en la commune de Norey, appelant d'un jugement rendu par le tribunal de famille d'entre lui et le citoyen J... Q... le 24 Ventôse dernier par lequel il est dit « J... Q... est autorisé à continuer sa bâtisse parcequ'il sera tenu de fournir dans tous les temps le passage de la largeur convenable à charrue et à charrette audit P... Q..., son frère pour la sortie de sa maison pour aller à la rue du village » (2).

Toutes les questions de pensions alimentaires entre parents seront du ressort des juges familiaux :

« Et attendu que la demande d'une provision alimentaire forme une nouvelle contestation qui ne

(1) *Archives du Calvados*, Série Lⁿ, Liasse 2, 16^d mai 1792.

(2) *Archives du Calvados*, Série Lⁿ, Liasse 13, 1^{er} floréal an III.

peut-être réglée que par un tribunal de famille aux termes de l'article 12 du titre 10 de la loi du 24 août 1790 » (1).

Des pensions alimentaires il faut rapprocher les rentes viagères. Bien souvent aussi à l'époque qui nous occupe elles étaient fréquentes entre parents. Là encore le tribunal de famille intervenait pour solutionner les litiges.

« Le tribunal de famille après avoir opéré à haute voix et chacun séparément a condamné le citoyen M... et son épouse à recevoir le capital arrérages et prorata de la rente de 750 livres » (2).

De même « Par le tribunal de famille... arrête unanimement que les héritiers du sieur D... feront à la dame deux cents livres de rente du jour du décès de son mari » (3).

§ D. — LITIGES RELATIFS A L'ÉTAT DES PERSONNES

Nous avons vu que les tribunaux de famille avaient parmi leurs attributions la sauvegarde des droits des enfants naturels dans la succession de leur père. Cette idée de l'enfant naturel fait naître dans l'esprit la question si importante de la filiation et on peut se demander si en cette matière les tribunaux de famille étaient compétents. On peut répondre par l'affirmative.

« Aujourd'hui, 8 Vendémiaire anIV, se sont assemblés les citoyens Costy, Pelvey, Thomine-Desmazures

(1) *Archives du Calvados*, Série L^u, *Registres d'appels*, t. VII, p. 140, 12 vendémiaire 1793.

(2) *Archives du Calvados*, Série L^u, Liasse 2, 1^{er} mai 1792.

(3) *Archives du Calvados*, Série L^u, Liasse 23, 13 avril 1791.

et Cauvet au domicile de ce dernier à Caen pour en leur qualité d'arbitres prononcer sur la question de savoir si le citoyen G... et joints ont suffisamment justifié leur filiation pour prétendre partager la succession de la citoyenne G... » (1).

L'exemple suivant confirme encore cette compétence :

« Vu ce qui résulte des preuves moins que dûment faites de la part de la veuve V... la déclarer déchue de ses droits sur la succession de son mari, faute par elle d'avoir prouvé et justifié de la légitimité de l'enfant par elle être de ses œuvres avec son mari » (2).

§ E. — TUTELLE ET CURATELLE

Nous avons jusqu'ici étudié le tribunal de famille fonctionnant entre parents par le sang mais nous avons déjà remarqué précédemment que les rapports entre tuteur et pupille étaient aussi de son ressort. « S'il s'élève quelque contestation entre les pupilles et leurs tuteurs pour choses relatives à la tutelle... » (art. 12). La loi a bien soin de délimiter le champ d'action de la juridiction familiale aux « choses relatives à la tutelle ». Toute contestation qui n'a pas de rapport direct avec la tutelle est écartée. Les comptes de tutelle par exemple sont rendus en assemblée de famille (3). « Un tribu-

(1) *Archives du Calvados*, Série Lⁿ, Liasse 28, 8 vendémiaire an IV.

(2) *Archives du Calvados*, Série Lⁿ, Liasse 7, 7 mars 1792.

(3) *Archives du Calvados*, Série Lⁿ, Liasse 7, 7 mars 1792.

nal de famille ayant été composé pour approuver le compte de tutelle » (1) ou encore : « Vu qu'il s'agit dans cette affaire d'un compte rendu par un tuteur à son mineur le tribunal a renvoyé au tribunal de famille » (2).

En revanche, pour la nomination d'un tuteur ou d'un curateur, car la curatelle est aussi du ressort du tribunal de famille (3), les parties sont renvoyées se pourvoir devant le juge de paix qui rend alors une ordonnance. Nous pensons qu'il y a eu là une erreur du législateur car il eût peut-être été préférable de laisser agir le tribunal domestique qui nous paraît plus à même de juger la situation et de fixer un choix.

§ F. — MESURES CONSERVATOIRES ET MESURES
PROVISOIRES

Le tribunal domestique comme les autres tribunaux, s'imposait le respect des règles de compétence. La plupart du temps il se trouvera en présence d'une affaire nouvelle à juger. Apparaissant tout-à-coup à l'un des tournants de notre histoire au milieu d'une législation en mouvement, son introduction ne doit pas susciter de troubles, il doit prendre le courant et non l'entraver.

Pour toutes les affaires de son ressort dont la procédure a déjà été entamée avant son avènement il tiendra compte de ce qui a été fait ; cette manière

(1) *Archives du Calvados*, Série Lⁿ, Liasse 16, 28 floréal an II.

(2) *Archives du Calvados*, Série Lⁿ, *Registres d'appels*, t. II, p. 6, 10 janvier 1791.

(3) *Archives du Calvados*, Série Lⁿ, *Registres d'appels*, t. V, p. 76, 27 février 1793.

d'agir permettra d'éviter tout retard. En vertu de cette idée et aussi du vieil adage « Res Judicata pro veritate habetur », il se refusera à modifier une décision rendue par un autre tribunal.

En revanche, si l'instance a été commencée devant lui il a une très large compétence. L'une des parties se trouve-t-elle dans l'impossibilité d'assister au procès qui se déroule devant la juridiction familiale ? Le tribunal pourra l'autoriser à se faire représenter devant lui pour la défense de ses intérêts. Le mandataire choisi n'aura cependant pas, à moins d'une délégation spéciale, pouvoir de nommer des arbitres.

« Le citoyen André a déclaré n'avoir pas de pouvoirs suffisants pour nommer des arbitres aux fins de composer le tribunal de famille demandé » (1).

De même une personne bien que n'étant pas partie au procès peut y avoir des intérêts en jeu. Le tribunal de famille pourra autoriser ce tiers à intervenir au procès dans la mesure où la préservation de son droit l'exige.

Aura-t-il aussi compétence pour prendre des mesures provisoires au cas où une situation le nécessite ? Nous le croyons parceque les espèces qu'il avait à juger en exigeaient souvent : ce sera le placement chez un tiers d'un enfant chassé du domicile paternel en attendant une décision à son sujet, l'assignation d'une résidence à une femme en cas de divorce. De même au cours de l'instruction du procès des enquêtes complémentaires peuvent être nécessaires. Le cas échéant des commissions rogatoires pourront

(1) *Archives du Calvados*, Série L^v, *Registres d'appels*, t. VIII, p. 155, 26 ventôse 1793.

être données à un juge de paix en vue de ces enquêtes.

Etant donné son peu de clarté, la loi de 1790 exigeait bien souvent, notamment en matière de compétence, des éclaircissements voire des interprétations. Que feront alors les tribunaux domestiques ? Le comité législatif de l'assemblée révolutionnaire au pouvoir leur fournira des lumières. Nous voyons Duranthon, l'un des auteurs de la loi de 1790, donner une consultation dans laquelle il indique que les tribunaux de famille peuvent décider une vente de biens de mineurs devant notaire (1).

Nous venons d'étudier le rôle du tribunal en étendue quant aux personnes et quant aux faits. Nous allons maintenant voir le fonctionnement de ses rouages dans le cadre même où il opère.

(1) DARNIS : Thèse, p. 86.

CHAPIRE IV

Fonctionnement du Tribunal de Famille

Les parties doivent choisir, dit l'art. 12, chacune deux arbitres. La loi se montre peu explicite sur la procédure qui doit se dérouler devant le tribunal de famille. Elle mentionne seulement la nomination des arbitres sans donner aucun détail. Il faut donc nous rendre compte comment dans la pratique on a opéré.

§ 1. — TENTATIVE DE CONCILIATION

Pour obéir au vœu du législateur, avant de mettre en marche le mécanisme de toute la procédure, les juges s'efforceront d'abord d'amener la paix entre les parties par voie de conciliation. A cet effet, ils les feront comparaître devant eux, soit ensemble, soit isolément. En principe la méthode de comparution individuelle, ne sera employée qu'au cas où des incidents entre les plaideurs pourraient être à craindre, dans le divorce par exemple. Et nous pouvons dire à ce point de vue que les méthodes révolutionnaires de

comparution étaient plus raisonnables que les nôtres. Parfois les parties elles-mêmes devancent les vues des juges familiaux et demandent la tentative de conciliation. Il peut très bien se faire en effet qu'il n'y ait qu'un malentendu vite dissipé par l'intervention du tribunal domestique.

Toute conciliation donnera lieu à la rédaction d'un procès-verbal les juges attestant que les parties sont arrivées à un accord en leur présence. En ce qui concerne notre étude nous n'avons aucun exemple d'un procès-verbal de ce genre, mais par généralisation de ce qui se passait dans beaucoup d'endroits nous pouvons déduire qu'il en était de même à Caen. Ces procès-verbaux ont été très probablement égarés au cours des divers déménagements qu'ils ont subis.

§ II. — CONSTITUTION DU TRIBUNAL

Par malheur bien souvent le baume de la conciliation est impossible à appliquer et il est alors nécessaire de pousser l'affaire plus loin et d'entamer la procédure proprement dite.

En cette matière les adversaires ne s'accordent pas la plupart du temps sur le choix des arbitres. Dans ce cas la partie demanderesse fait signifier par voie d'huissier à son adversaire d'avoir à nommer des arbitres qui doivent se trouver avec ceux désignés par elle en tel lieu auxdits jour et heure indiqués.

« L'an... de la République par... huissier.

A la requête du citoyen... avec sommation faite audit... de se trouver mercredi prochain 13 de ce mois 9 heures du matin en la maison et domicile du

citoyen... demeurant commune de... et d'y faire syster deux parents avec ceux aux fins de composer un tribunal de famille pour régler les contestations entre les parties... déclarant ledit requérant qu'il nomme pour ses deux parents arbitres les citoyens... lesquels il fera syster et trouver le dit jour an et heure ci-dessus marquée » (1).

Fréquemment l'intimé répondra à la signification et choisira des arbitres dont il fera à son tour signifier la nomination par intermédiaire d'huissier à son adversaire.

Il peut se faire cependant que le défendeur persiste dans son refus d'envoyer des arbitres et fasse la sourde oreille à la sommation. Le demandeur s'adressera au « juge » mentionné à l'article 13 de la loi de 1790, c'est-à-dire au tribunal de district et ce par voie de requête. Cette juridiction constatera d'abord le refus de nommer des arbitres de la part de l'adversaire. Deux solutions se présentent ensuite à l'esprit des magistrats.

a) Au lieu de désigner des arbitres immédiatement ils peuvent donner un délai à la partie défaillante pour procéder à un choix, délai à l'expiration duquel ils en nommeront eux-mêmes en cas de persistance de sa mauvaise volonté.

b) Dès la demande du requérant ils peuvent en nommer immédiatement sans concéder un délai à l'intimé.

En résumé le délai n'est qu'une faveur laissée à l'appréciation du tribunal qui peut ne pas l'octroyer.

(1) *Archives du Calvados*, Série Lⁿ, Liasse 5, 10 brumaire an IV.

A Montpellier à partir de 1792 on voit fréquemment dans ce cas le président du tribunal de district ou même son suppléant se substituer au tribunal lui-même pour la désignation des arbitres. A Caen nous n'avons pu trouver d'exemple mais le fait a dû très certainement se produire.

Par contre, dans la région qui nous occupe le requérant s'adressera au juge de paix pour faire nommer des arbitres.

« Faute par le défendeur de se présenter au lieu indiqué et d'y faire trouver deux parents de son chef pour composer le tribunal de famille, ledit requérant s'en fera accorder acte par les parents présents pour ensuite se pourvoir devant le juge de paix du canton de Pontécoulant pour en faire nommer d'office » (1).

Il peut arriver aussi que l'une des parties refuse dans certains cas de reconnaître l'un ou les arbitres de son adversaire. C'est là l'exercice du droit de récusation, c'est-à-dire du droit d'écarter un arbitre dont on peut suspecter l'indépendance d'opinion (2).

Le tribunal dans le cas de récusation fixera un délai à la partie dont le ou les arbitres ont été récusés pour faire le changement. A l'expiration du délai si rien n'a été modifié le tribunal agira lui-même.

« Sur quoi le tribunal faisant droit sur la récusation proposée par le sieur F... ordonné que les C... nom-

(1) *Archives du Calvados*, Série Lⁿ, Liasse 5, 10 brumaire an IV.

(2) *Archives du Calvados*, Série Lⁿ, Liasse 2, 2 mai 1792.

meront un autre parent sous trois jours faute de quoi il sera nommé d'office » (1).

De même la récusation est accordée « par ce que les parents nommés par L... ont marqué un esprit de parti qui les rendent suspects en refusant de se réunir au surarbitre » (2).

Le Ministère public lui-même, autorise parfois la réunion d'un tribunal de famille sur une pétition adressée par le requérant. Nous avons une pétition de la citoyenne Jeanne Françoise Mélanie Guilbert, demeurant en la commune de Caen, section de la Liberté, rue de l'Egalité, chez la citoyenne Duhamel, marchande de modes » (3). Dans cette pétition, la requérante demande le secours de la loi contre les rigueurs paternelles. La réunion d'un tribunal de famille lui est accordée.

§ III. — COMPARUTION DEVANT LE TRIBUNAL

Toutes les formalités précédemment exposées ne sont que les préparatifs faits en vue d'une solution qui sortira d'un débat entre les membres du tribunal. A partir du moment où commence cette délibération, nous entrons dans une phase nouvelle de la procédure, la phase la plus intéressante parce qu'elle est la procédure proprement dite du tribunal de famille.

(1) *Archives du Calvados*, Série Lⁿ, Liasse 7, 29 février 1792 ; *Registres d'appels*, t. III, p. 178, 14 octobre 1791 et t. V, p. 128, 3 mai 1793.

(2) *Archives du Calvados*, Série Lⁿ, *Registres d'appels*, t. VI, p. 128, 3 mai 1793.

(3) *Archives du Calvados*, Série Lⁿ, Liasse 10, 9 nivôse an III.

Puisque la tentative de conciliation a échoué, les parties doivent alors comparaître devant cette juridiction. Ses membres devront se mettre en mesure de prendre une décision en âme et conscience. D'où la nécessité pour eux de ne négliger aucune source de renseignements.

Avant tout, les juges vérifieront d'abord s'ils sont en accord avec les exigences de la loi par exemple, s'ils sont tous munis du certificat de civisme, marque du bon républicain (Loi du 6 Germinal an II).

« Sur quoi, membres susdits, après avoir vérifié nos certificats de civisme ».

§ IV. — ADMINISTRATION DES PREUVES

Les juges alors installés selon les prescriptions requises procéderont ensuite à l'interrogatoire des parties et noteront leurs dépositions. La partie intimée pourra demander un délai pour apporter des preuves de sa bonne foi et réunir tous les arguments en sa faveur.

« Par les dits D... mari et femme a été répliqué que quoiqu'ils méconnaissent d'avance les faits de soustraction qu'on leur reproche qu'ils soutiennent vagues, inconcluants non époqués cependant pour y faire une réponse positive, ils demandent un délai pour en prendre communication » (1).

Bien souvent, les adversaires ou l'un d'eux déposeront des mémoires tendant à éclairer l'opinion des

(1) *Archives du Calvaados*, Série L^u, Liasse 28, 29 brumaire an IV.

juges et à la fortifier dans leur sens. Ces mémoires seront parfois imprimés (1).

Quant aux pièces de procédure, elles seront remises aux membres du tribunal pour qu'ils puissent en prendre connaissance. « Lecture prise de toutes les pièces tant de la procédure qu'autres » (2). De même, « Pourquoi faisant droit sur le dire et raison des parties nous soussignés et stipulés comme dessus et après examen exact de toutes les pièces de la procédure (3).

Les témoins seront aussi entendus par le tribunal. Il y a plus, les parties elles-mêmes peuvent requérir l'audition de témoins « demandant à être autorisées si le cas l'exige, à faire entendre témoins » (4).

Toutes les pièces susceptibles d'éclairer le droit des adversaires peuvent être produites sur le bureau de tribunal (quittances, correspondance par ex.).

« Faute de prouver par la représentation des quittances qu'il a acquitté les arrérages de rente » (5).

Le serment était-il possible devant la juridiction familiale ? La loi ne le dit pas mais étant donné l'admission de ce mode de preuve devant les autres tribunaux, et aussi sa grande utilité puisqu'il permet de se rendre compte de la bonne foi d'une personne, il n'y avait pas lieu de le rejeter. D'ailleurs,

(1) *Archives du Calvados*, Série Lⁿ, Liasse 23, sans date.

(2) *Archives du Calvados*, Série Lⁿ, Liasse 23, 18 juillet 1793.

(3) *Archives du Calvados*, Série Lⁿ, Liasse 2, 8 mai 1792.

(4) *Archives du Calvados*, Série Lⁿ, Liasse 28, 22 brumaire an IV.

(5) *Archives du Calvados*, Série Lⁿ, *Registres d'appels*, t. V, p. 121, 26 avril 1793.

on le voit fréquemment employé dans la pratique (1).
« A ce qu'il plaise au tribunal autoriser l'appelant à jurer *in litem* jusqu'à concurrence de 450 livres » (2).

L'une des parties peut demander elle-même à donner affirmation de ce qu'elle avance sous la foi du serment. A plus forte raison le tribunal peut forcer un plaideur à s'engager sous la loi donnée.

En résumé, tous les moyens de preuves sont admis même la preuve par commune renommée. Justifier et prouver par tous les moyens (3).

§ V. — EXPERTISES

Le procès peut être délicat et exiger des connaissances spéciales pour obtenir une solution équitable.

Il faudra par exemple apprécier la solidité d'un bâtiment, délimiter deux parcelles. Le tribunal fera alors appel à des experts, c'est-à-dire selon une expression de l'époque, à des « gens connaisseurs ». Peu importe que ces experts soient des hommes ou des femmes : on se montre ici plus large que la loi de 1790 qui, à tort d'ailleurs, n'admet pas la femme comme juge familial. Les experts sont choisis par les parties à raison d'un pour chacune d'elles. S'il y a plusieurs parties de chaque côté de la barre le nombre des experts restera le même. La partie la plus dili-

(1) *Archives du Calvados*, Série Lⁿ, *Registres d'appels*, t. V, p. 113, 31 août 1792.

(2) *Archives du Calvados*, Série Lⁿ, Liasse 2, 8 mai 1792.

(3) *Archives du Calvados*, Série Lⁿ, Liasse 28, 22 brumaire an IV.

gente fait à l'autre sommation de nommer un expert en lui indiquant celui choisi par elle.

Les experts doivent, bien entendu, étant donné le caractère de leur mission prêter serment avant de donner leur avis. « Lesdits arbitres seront tenus de comparaître devant le bureau pour prêter le serment requis et ensuite envoyer opérer pour après être leur rapport fait statué en plus outre ce qu'il appartiendra » (1). On voit dans la même affaire le tribunal de famille arrêté « qu'i ceux arbitres (experts) se rendront devant nous le jour du lundi 3 juin prochain séance tenante au domicile du citoyen Julien Maurice, 10 h. du matin pour prêter le serment exigé par la loi pour de suite procéder en leur âme et conscience (2).

Nous avons eu la bonne fortune au cours de nos recherches de découvrir une procédure d'expertise complète. Le serment prêté par les experts, un procès-verbal de cette prestation était dressé dans la forme suivante :

« Ce jourd'hui, troisième jour de juin 1793, l'an second de la République Française

Nous, Jean Bidel, François Eudelin, Jacques Sébire et Julien Maurice des paroisses de Cricqueville, Le Tanville, Maisy et Grandcamp, composant le tribunal de famille entre Philippe et Nicolas T... frères des paroisses de Cricqueville et Grandcamp, nous nous sommes transportés ce jourd'hui en la maison et domicile du citoyen Julien Maurice ci-dessus

(1) *Archives du Calvados*, Série L^a, Liasse 22, 18 mai 1793.

(2) *Archives du Calvados*, Série L^a, Liasse 22, 18 mai 1793.

dénommé, en conséquence de notre renvoi du 18 mai aux fins de recevoir le serment des arbitres choisis et acceptés respectivement par les sieurs Philippe et Nicolas T... pour par lesdits arbitres déléguer la portion de terrain audit Philippe, son frère, à même le terrain dont est fait état par notre décision du tribunal de famille dudit jour, 18 mai et ce pour remplir ledit Philippe T... des sommes privilégiées à lui dues par son frère jusqu'à concurrence de 1535 livres savoir 1475 livres pour les causes énoncées par notre décision du tribunal de famille dudit jour ci-dessus en outre celle de 17 livres pour le prorata en cours de la rente de 55 livres depuis le jour chandeleur dernier, jusqu'à ce jour, plus en outre celle de 43 livres pour la moitié du coût du contrôle des lots faits entre lesdits Philippe et Nicolas T... Pourquoi et aux fins que ce que dessus sont comparus tous présentement devant nous les citoyens Michel Thorel et Jacques Pecquerel des paroisses de Maisy et de Tanville : après avoir pris d'eux le serment de remplir avec fidélité en leur âme et conscience la mission qui leur est confiée nous leur avons accordé acte et les avons envoyé opérer après leur avoir remis toutes pièces aux mains, relatives à leurs opérations pour par eux à la suite y donner leur rapport et nous être le tout incontinent remis pour en résultante être de suite par notre bureau de famille ordonner ce qu'il appartiendra.

BIDEL, *curé de Secqueville.*

F. EUDELIN.

J. MAURICE.

J. SÉBIRE. »

A la suite de leurs opérations les experts dressent un procès-verbal dont voici la teneur :

« A l'effet de ce que dessus nous arbitres susnommés pour les causes énoncées par le présent, après nous être transportés sur le lieu dont il s'agit, nous avons délégué à même le terrain dont est question audit Philippe T... le jardin en herbe, planté en pommiers, nommé le lieu de Méchérent et le cellier tenant à la maison manable de fond en comble avec le droit nécessaire dans la cour et faculté d'ouvrir des croisées autour dudit cellier lesquels objets, nous avons porté à vue valeur annuelle de 76 livres 15 sols ce qui donne un total de 1.535 livres.. A ce moyen, ledit Philippe demeure rempli de ladite somme pour quoi et aux autres fins d'être statué ce qu'il appartiendra avons consigné notre présent rapport sur ses présentes où nous avons apposé nos signatures pour être de suite remis aux membres composant le tribunal de famille ainsi qu'il est requis : arrêté ledit jour et au susdit environ 3 h. de relevée.

M. THOREL.

J. PECQUEREL. »

A la suite de ce rapport, les membres du tribunal de famille prirent la décision suivante ainsi libellée :

« Nous membres susdits composant le tribunal de famille, desdits Philippe et Nicolas T... vu le présent rapport des arbitres (experts) ci-dessus avons par notre décision de tribunal de famille, envoyé ledit Philippe T... en propriété et possession des objets désignés dans ledit rapport, circonstance et dépendance et ce comme de ce jour pour par Philippe T... en user et disposer comme de son propre et vrai bien tout aussi qu'aurait fait ou pu faire ledit son frère, lequel

demeure subrogé à tous ses droits ; réservé au surplus ledit Philippe T... à tout ce qui est de droit arrêté et jugé ce dit jour 3 juin 1793 l'an II^e de la République environ 5 h. de relevée.

BIDEL, *curé de Secqueville.*

F. EUDELIN.

J. MAURICE.

J. SÉBIRE. »

Nous, juge au tribunal du district de Bayeux, avons homologué le présent jugement ordonné qu'il sera déposé au greffe du tribunal pour en être délivré, expédition à qui de droit et mandement.

Bayeux, le 10 juin 1793, an II^e de la République.

DELARUE.

Dans le procès-verbal suivant, les experts nous exposent avec détails les opérations auxquelles ils ont procédé :

« Le 26 Floréal, l'an III^e de la République Française une et indivisible

Nous, Antoine Gougé et Jean Lavoine cultivateurs des communes de Subles et Arganchy, nous nous sommes transportés en ladite commune de Subles et celle du Vernay étant autorisés par une sentence rendue au tribunal de famille en date du 14 mars 1792 (vieux style) entre Charles T..., son frère et le citoyen Antoine S... et Françoise T..., son épouse demeurant en la commune de Bayeux pour estimer la maison et héritages restés après le décès de feu Charles T..., leur père décédé il y a environ vingt ans. Après avoir vu et visité mûrement les fonds dépendant de ladite succession partant du jour du décès de leur père commun nous estimons que la maison consistant en six aîtres avec

un petit jardin potager en dépendant étaient lors du décès, de valeur de 90 livres et un morceau de terre se consistant en un pré à faucher situé en la commune du Vernay. Après l'avoir vu, marché et examiné le sol dudit terrain nous estimons que ledit pré y compris une partie de sept livres de rente dépendant de ladite succession suivant déclarations à nous passées par ledit Charles T... estimons le tout ensemble à l'époque du décès du père commun à la somme de 180 livres lesdites deux estimations cy devant spécifiées font ensemblement un total montant à la somme de 86 livres de rente foncière et affectées sur lesdits fonds dénommés ci-dessus : partant il revient à ladite femme S... toute défalcation faite, la somme de 30 livres 30 sols 4 deniers qui et $1/2$ du $1/3$ du revenant bon que ledit S... et sa femme percevront tous les deux à compter du jour du décès du père commun sur lesdits T... Considérant que ladite partie de rente doit être payée à ladite femme S... comme exempte de toute imposition ayant considéré l'estimation desdits à cet égard et après que les parties ont déclaré n'avoir rien à nous opposer nous avons clos le présent et rédigé double et signé.

Fait double en présence des parties à Subles ledit jour et an que dessus.

A. GOUGÉ.

J. LAVOINE. »

Dans certains cas assez mal définis, nous voyons à Caen les experts nommés par le juge de paix et ce à défaut de nomination amiable par les parties « Les parties conviendront d'experts à l'amiable et faute par elles de convenir d'experts renvoyées devant le

juge de paix de leur canton pour en être nommés d'office (1).

Qu'arriverait-il au cas où l'un des experts nommés refuserait pour une raison quelconque de remplir sa mission ?

On nommerait un remplaçant dans les mêmes conditions que primitivement.

Nous avons vu que le serment devait être prêté dans tous les cas par les experts. Cependant une dispense peut être accordée, mais elle devra être mentionnée dans l'acte de nomination.

Il faut aussi envisager l'hypothèse où, en fin d'enquête, les experts ne seraient pas d'accord pour les conclusions à prendre ou bien encore celle où en cours d'enquête un différend surgirait entre eux. Pour obtenir une solution, un tiers expert sera choisi de la même façon que les experts eux-mêmes.

Peut-on admettre la récusation par l'une des parties de l'expert de l'autre ? Rien ne s'y oppose et logiquement on doit l'admettre. On peut en effet craindre chez un expert de la partialité et du parti pris à l'égard de l'adversaire de son client. Or, l'expertise d'où dépend bien souvent la solution du procès doit être faite en toute loyauté.

§ VI. — DÉLIBÉRATION DU TRIBUNAL

Riche de documents, fort des renseignements dont il s'est entouré, éclairé par les enquêtes et les expertises, le tribunal peut se réunir pour délibérer et sta-

(1) *Archives du Calvaados*, Série Lⁿ, *Registres d'appels*. t. VI p. 114, 26 frimaire 1793.

tuer ensuite. Bien entendu, on tient à l'écart les parties ainsi que les défenseurs ou conseils quand elles en ont. Si les plaideurs sont représentés par des mandataires, le tribunal appréciera la validité du mandat et aussi son étendue. Au cas où une contestation s'élèverait à ce sujet, le tribunal de district sera chargé de trancher.

« La question était de savoir si le porteur de pouvoir de L... avait le droit d'acquiescer au jugement du tribunal de famille. En fait, si ce jugement était bien rendu et attendu :

1° Que le mandataire de L... avait des pouvoirs limités, qu'il ne pouvait que former des demandes pour lui et non pas acquiescer au jugement, qu'il avait outrepassé ses pouvoirs d'où il suit que son acceptation du jugement de famille était nulle » (1).

La loi a voulu laisser aux juges, par l'isolement, leur entière liberté afin que la décision rendue soit le plus équitable possible.

Comment le tribunal réuni organisera-t-il ses travaux ? Nous devons d'abord remarquer qu'en principe, nous n'avons affaire qu'à des juges d'occasion ayant un peu le caractère de nos jurés modernes auxquels on demande surtout beaucoup de bon sens et de pondération. La procédure n'a par conséquent rien de bien intangible. Elle sera souvent « opportuniste » et dépendra de la manière dont se présentera l'affaire. Il peut arriver surtout au début de l'institution que des actes de procédure (procédure de tribunaux royaux celle-là) aient été accomplis selon les

(1) *Archives du Calvados*, Série Lⁿ, Liasse 2, 8 mai 1792.

méthodes rigoristes chères à l'ancien régime. Dans ce cas, la procédure déjà faite ne sera pas négligée. Les juges arbitres l'examineront, prendront connaissance des actes réalisés et s'en pénétreront pour rendre leur décision avec la plus grande équité possible. Ils suivront en cela, les vœux de la loi qui recherche avant tout à éviter des frais aux plaideurs et à hâter la solution des procès. Recommencer une procédure déjà très avancée, serait long et onéreux. De ce fait il peut se trouver que le tribunal de famille soit en présence de dossiers trop considérables pour être dépouillés et étudiés en séance ; ce travail sera alors délégué à un ou plusieurs membres par mission spéciale. Acte de la remise du dossier sera dressé dans la forme suivante.

« Nous soussignés composant le tribunal de famille, arrêtons que les pièces de la procédure qui sont au nombre de dix seront déposées entre les mains des citoyens Charles Verroles, Jacques Germain et Pierre Germain, tous trois du tribunal pour en faire l'examen pour après statuer ce qu'il appartiendra » (1).

Le juge rapporteur fait son rapport et le remet au Tribunal de Famille.

Toutes les pièces de procédure étaient cotées et paraphées. Elles étaient remises après le procès à l'une des parties, avec mission de les représenter à toute réquisition. Un reçu était donné par le détenteur dans la forme suivante :

« Je soussigné... déclare que le citoyen Pierre Germain m'a remis la liasse entière de la procédure

(1) *Archives du Calvados*, Série Lⁿ, Liasse 14, 3 pluviôse an II.

d'entre mes frères et moi, cotés, alphabétés et paraphés au nombre de quatorze pièces que je promets de remettre toutes les fois et quantes à mon frère Michel en cas de besoin » (1).

Plusieurs audiences peuvent être nécessaires pour mener à bien l'éclaircissement de l'affaire et permettre aux juges de se former une opinion solide. On voit alors après chaque séance, les parties signer le procès-verbal d'audience en promettant de revenir à la date fixée afin d'éviter dit-on, de nouveaux frais de citation.

« Le jugement rendu et prononcé le 2 Frimaire prochain, 3 heures après-midi (V. S.) au cabinet de Delivet, l'un de nous dits arbitres, ce qui a été lu et prononcé aux parties présentes aux fins de s'y trouver si faire le veulent et pour éviter des frais de citation : elles ont consenti de se représenter devant nous dits arbitres audit jour, lieu et heure ce qu'elles ont signé avec nous dits arbitres » (2).

De même, parties ouïes vu qu'il est plus de 8 heures du soir, nous avons renvoyé à faire droit au 29 du présent mois, 3 heures de l'après-midi, ce qui a été lu et prononcé aux parties qui se sont soumises comparaître de nouveau devant nous dits arbitres, audit jour et heure au cabinet de Delivet, l'un de nous, sans nouvelle citation, ce qu'elles ont signé avec nous dits arbitres, pour leur soumission de se représenter (3).

(1) *Archives du Calvados*, Série Lⁿ, Liasse 14, 3 pluviôse an II.

(2) *Archives du Calvados*, Série Lⁿ, Liasse 28, 22 brumaire an IV.

(3) *Archives du Calvados*, Série Lⁿ, Liasse 28, 22 brumaire an IV.

Au cours du procès un incident peut surgir (une exception de dol par exemple). Dans cette hypothèse, le tribunal étudiera cette exception et statuera sur elle avant de marcher plus avant. En revanche, pour simplifier il lui sera possible de ne rédiger qu'une seule décision, solutionnant à la fois l'exception et le fond du procès.

Il a été jugé à Caen que le dérèglement de la conduite de la femme opposé par le mari à une demande en séparation de corps et de biens, n'était pas valable devant un tribunal de famille attendu.

1° Qu'un mari ne peut opposer le dérèglement de son épouse par exception à une demande en séparation de corps et de biens ; que s'il prétend qu'elle est coupable de crime, il doit poursuivre cette dernière devant les tribunaux criminels par action principale, que les faits reprochés à la dame B... ne sont que des manques de bienséance.

2° Que les tribunaux de famille ne peuvent connaître d'aucune action criminelle puisque leurs jugements ressortissent devant les tribunaux civils, qu'ils ne peuvent par conséquent, condamner une femme à une détention qui est une peine afflictive (1).

Il peut arriver, comme nous l'avons vu, que les parties ne soient pas en mesure de fournir immédiatement les preuves sur certains faits. Le tribunal pourra à leur demande et même « proprio motu », leur accorder un délai pour faciliter leur tâche.

Dans des cas assez rares la réunion fixée, primitivement à une date, peut se trouver déplacée par suite

(1) *Archives du Calvados*, Série Lⁿ, *Registres d'appels*, t. IV, p. 163, 11 mai 1792.

des circonstances. Un nouvel avertissement sera adressé aux parties par voie d'huissier.

« Le 6 Germinal, III^e année républicaine une et indivisible, j'ai, Michel Patey, huissier au tribunal de district de Caen, reçu et immatriculé, muni de mon certificat de civisme, demeurant à la Délivrande, commune de Douvres à la requête du citoyen F... J... demeurant commune de Beuville où domicile est élu, dit et déclaré à P... N... que la signification faite audit N... et joints il y a quelques jours qui terminait le tribunal pour le 9 de ce mois à Mathieu est au contraire tenue par les arbitres des parties le 11 de ce mois, 8 heures précises du matin (V. S.). En conséquence, ledit N... est sommé et en tant que besoin, assigné pour comparaître ledit jour 11 de ce mois, 8 heures du matin au domicile du citoyen Hameline, commune de Mathieu » (1).

§ VII. — JUGEMENT

L'aboutissement de toute la procédure sera le jugement ou « arrêté » dont la nature variera selon l'espèce et les caractères du litige.

Le défendeur peut d'abord ne pas comparaître devant le tribunal bien qu'il ait été régulièrement convoqué. Mention de sa non comparution sera alors insérée dans le libellé du jugement. Le jugement sera rendu par défaut, c'est-à-dire hors de la présence d'une partie et généralement contre le défaillant.

(1) *Archives du Calvados*, Série Lⁿ, Liasse 5, 6 germinal an III.

Le défaut peut se manifester de deux manières au cours du procès : on peut même trouver les deux hypothèses réunies chez le même défendeur.

a) Le défendeur refuse de choisir des arbitres au moment où il en est requis. Le tribunal de district, son président ou encore le juge de paix, intervient pour en nommer d'office ;

b) Le défendeur choisit des arbitres mais refuse de répondre aux convocations du tribunal domestique, négligeant même de s'y faire représenter. Là, est véritablement le défaut au sens juridique du mot.

c) Enfin, les deux formes se trouvent réunies quand l'une des parties refuse en même temps de nommer des arbitres et fait la sourde oreille à toute convocation.

Le défaut peut avoir lieu devant le tribunal d'appel aussi bien que devant le tribunal de famille.

« Sur quoi, le tribunal ouï le commissaire du roi a prononcé le défaut sur le sieur A... R... a dit par jugement en dernier ressort, que par le tribunal de famille dont est appel il a été mal jugé... »

Le jugement peut aussi être rendu sur requête par le tribunal de famille.

Dans la plupart des cas, le jugement prononcé sera un jugement « définitif » qui mettra fin au procès devant le tribunal de famille, sauf recours à l'appel devant le tribunal de district, plus tard civil, pour la partie qui se croira lésée par la décision arbitrale.

Nous avons vu qu'au moment d'adopter une solution en vue de régler le litige, les juges pouvaient se trouver en désaccord et, par là même, dans l'obli-

gation de choisir un surarbitre. La loi de 1790 sur ce point se montre laconique. « Le choix du surarbitre est remis aux arbitres ». En fait, bien souvent, ils demandent l'avis de ceux qui les ont choisis et une telle manière d'agir est de toute logique puisqu'il y va des intérêts des plaideurs. Une question peut alors se poser, celle de savoir si dans le cas présent, deux sentences étaient rendues, l'une enregistrant le partage d'opinions entre les arbitres, l'autre, la décision du surarbitre ou s'il était procédé par une seule et même sentence ? La loi ne prévoyant rien à ce sujet, il existe des différences d'un district à l'autre et il paraît difficile d'établir une règle fixe. Par les lois des 12 Brumaire et 17 Nivôse an II, la nomination du surarbitre fut confiée au juge de paix du lieu d'ouverture de la succession après requête introduite par l'une des parties. Le surarbitre, nommé par ordonnance de ce magistrat, prenait place au tribunal de famille et tranchait le litige. Nous avons même à Caen le cas d'un juge de paix surarbitre.

« Le tribunal ayant été discordant en opinions, le citoyen Dupont, juge de paix du canton de Martragni fut nommé pour lever le désaccord d'entre les parties » (1).

Au cours du procès, des faits nouveaux peuvent surgir et des décisions peuvent être rendues à leur sujet sous forme de jugements « Avant dire droit ».

Ces jugements, avant dire droit, seront de plusieurs sortes :

(1) *Archives du Calvados*, Série Lⁿ, *Registres d'appels*, t. VIII, 16 pluviôse 1793.

Préparatoires ;
Interlocutoires ;
Provisoires.

Les jugements préparatoires servent à la mise en chantier du procès afin de pouvoir aboutir à une décision. « Le tribunal composé a commencé à opérer et à rendre des jugements préparatoires » (1). On nommera par exemple un tuteur au mineur.

Les jugements interlocutoires ont la même destination que les jugements préparatoires, mais avec ceci de plus, qu'ils permettent de préjuger de la décision des arbitres. « Rapport fait de l'estimation des immeubles de ladite succession par les citoyens Lemarchand, Caligny et Jean-Baptiste Patey, commissaires nommés aux effets par notre jugement interlocutoire dudit jour 24 Floréal » (2).

Quant aux jugements provisoires, ils permettent la réalisation de certaines mesures qui s'imposent au cours du procès dans l'intérêt de l'une des parties ou même des deux. Ce sera, par exemple, un secours à l'un des héritiers au cours d'un partage de succession.

Parfois, la demande présentée devant le tribunal de famille sera insoutenable ou encore les délais légaux n'auront pas été observés. Une décision de rejet sera alors rendue, décision qui repoussera la demande faite.

(1) *Archives du Calvados*, Série Lⁿ, Liasse 13, 25 vendémiaire an IV.

(2) *Archives du Calvados*, Série Lⁿ, Liasse 13, 2 brumaire an IV.

Dans certaines circonstances laissées à l'entière appréciation des juges arbitres, le tribunal préférera, la procédure terminée, laisser s'écouler un délai avant de prononcer sa sentence.

Le jugement définitif rendu, avec ou sans délai était presque toujours rédigé dans une forme analogue à la décision suivante :

« Nous arbitres considérant qu'aux termes de l'ordonnance et des lois un fils ne peut sans l'agrément de son père contracter mariage avant qu'il ait atteint sa trentième année, vu qu'il est demeuré constant que le sieur L... n'est âgé que de vingt ans et quelques mois et que son père a déclaré tant verbalement que par écrit s'opposer à son mariage avec la fille C... avons déclaré le sieur L..., fils non recevable dans son action à laquelle fin lui avons enjoint de rentrer dans la maison paternelle aux obéissances passées par le citoyen son père de le traiter paternellement et de ne plus fréquenter la fille C...

Fait, arrêté et signé double après lecture à Caen, dit jour et an que dessus en la maison du citoyen Jacques Nicolle, l'un de nous chez lequel s'est tenu le tribunal de famille. Signé : Nicolle, Georges, Lefèvre et B... Lepée dont le dépôt a été fait au greffe du tribunal (1). »

Dans des cas extrêmement rares mais qui peuvent cependant se présenter, le tribunal de famille n'aura pas de jugement à rendre. Il se trouvera en présence d'un fait accompli dont on lui demandera seulement l'enregistrement. Deux frères se sont partagés à l'amiable la succession de leur père et requièrent une simple homologation de ce partage.

(1) *Archives du Calvados*, Série Lⁿ, Liasse 2, 30 avril 1792.

Quand la juridiction familiale rend une décision, celle-ci est la plupart du temps motivée, et comprend dans son libellé quatre parties :

a) Enonciation des qualités des parties, nom des parents, des arbitres, demandes respectueuses des plaideurs, nomenclature des divers actes de procédure accomplis ;

b) Les *motifs*, c'est-à-dire les raisons de la sentence, les « attendu » ;

c) Le *dispositif*, c'est-à-dire le jugement proprement dit « Par ces motifs... suivi de la sentence » ;

d) Formule exécutoire ajoutée d'abord par le tribunal de district jusqu'en 1792, ensuite par le président du tribunal de district et plus tard du tribunal civil, sans laquelle le jugement resterait lettre morte.

Si, en principe, les justiciables du tribunal de famille sont des parents, nous avons vu que des tiers peuvent avoir un intérêt quelconque à intervenir au procès. Or, les lois d'émigration donnaient à la République des droits sur la succession des émigrés. En cas d'ouverture d'une succession où un émigré est partie, la République en la personne de l'agent national interviendra à la place de celui-ci. Rien ne sera changé au cours des événements devant le tribunal de famille.

En revanche, la juridiction familiale pourrait-elle appeler à sa barre le représentant de la République ? Nous ne le pensons pas « Considérant que des arbitres composant un tribunal de famille ne peuvent pas appeler à leur tribunal l'agent national » (1).

(1) *Archives du Calvados*, Série Lⁿ, Liasse 14, 18 vendémiaire an III.

L'absence soulevait à la barre du tribunal de famille la question des intérêts de la personne en cet état. Qui la représentait ? Cette tâche fut confiée par l'usage à un notaire. Une loi du 29 septembre 1791 sanctionna cet usage.

« Et faute par quelques--unes d'elles (les parties) de se prêter soit au tirage des lots, soit aux opérations préalables, nous avons autorisés les présents à requérir notaire de représenter les absents, refusants ou défaillants ».

Il peut arriver que dans une même succession, des héritiers soient l'un absent, l'autre émigré. On verra alors intervenir à côté des autres héritiers, s'il en existe, un notaire pour l'absent, l'agent national pour l'émigré. Ces quelques exemples montrent que, parfois les tribunaux domestiques se trouvaient en présence de situations compliquées et que le bon sens que leur réclamait seulement le législateur de 1790, était loin de leur suffire.

Quand la décision du tribunal de famille a été rendue on rédige le jugement et les arbitres signent généralement à la fin en indiquant parfois leur profession. Les renvois et les mots rayés nuls sont approuvés.

Que se produirait-il si l'un des arbitres ne signait pas la sentence rendue ?

Il faut ici faire une distinction.

Si le défaut de signature provient d'un cas de force majeure (malaise, mort subite), le jugement restera valable.

Si, au contraire, on se trouve en présence d'un refus de l'un des arbitres, la situation est différente. Le

fait de ne pas signer, indique ici une discordance d'opinion et entraîne la nullité de la sentence.

La décision rendue, rédigée et signée, il reste une ultime formalité à remplir pour lui donner la force exécutoire. Un visa devra être apposé par le tribunal de district jusqu'en 1792, et à partir de cette date, par le président seul, d'abord du tribunal de district, plus tard du tribunal civil.

« Visé par nous, commissaire du Directoire exécutif, près le tribunal civil du département du Calvados à Caen, le 22 Germinal, l'an IV^e de la République Française.

Nous, Pierre Costy, président du Tribunal civil du département du Calvados, section des affaires en dernier ressort, après avoir pris communication du présent et du dépôt fait au greffe, avons ordonné qu'il sera exécuté selon sa forme et teneur. Donné à Caen, le 22 Germinal, l'an IV^e de la République Française (1).

COSTY. »

La formule pouvait varier un peu d'un tribunal ou d'un président à l'autre, mais le but était toujours le même donner force légale au jugement

La loi n'impartit aucun délai au bénéficiaire de la décision familiale pour obtenir cette formule. Il la fera apposer quand bon lui semblera du moment que la sentence est valable.

Quand toutes les formalités de validité ont été accomplies et que toutes les pièces de la procédure ont été

(1) *Archives du Calvados*, Série Iⁿ, Liasse 13, 2 brumaire an IV.

soumises à l'enregistrement, la minute du jugement est déposée au greffe du tribunal de district ou du tribunal civil selon l'époque « pour par les parties intéressées et réclamantes s'en faire délivrer toutes et telles expéditions qu'il appartiendra ».

Signification est ensuite faite de la décision arbitrale à la partie perdante par ministère d'huissier. Du jour de cette signification commence à courir un délai très important, le délai d'appel.

§ VIII. — L'APPEL

Il peut arriver en effet, que la partie perdante se croie lésée par la décision du tribunal de famille ; elle pourra au moyen de l'appel tenter de faire reformer la décision rendue. L'article 14 titre 10 de la loi des 16-24 août 1790, prévoit qu'elle pourra se pourvoir devant le tribunal de district qui prononcera en dernier ressort sur la sentence des juges familiaux. Toutefois il est à remarquer que l'appel n'existe pas dans les cas prévus par les lois des 12 Brumaire et 17 Nivôse an II où le tribunal de famille juge en dernier ressort.

La partie perdante adressera une requête au tribunal de district ; l'adversaire, au profit duquel le jugement a été prononcé en sera averti par voie d'huissier. Malgré l'appel, le jugement rendu est exécutoire.

Quel sera le tribunal d'appel ? La loi reste muette à ce sujet et des divergences se produisirent au début. Un arrêt de la Cour de cassation déclara seul compétent le tribunal de district du lieu de réunion du

tribunal familial. C'était logique et commode pour les parties.

Cependant la décision rendue ne pouvait ainsi rester sous la menace de l'appel et par là même incertaine. Aussi, l'appel doit-il être porté dans les trois mois de la signification du jugement à la partie perdante à peine de forclusion.

« Attendu qu'il est constant en fait que le citoyen G... n'a fait signifier son appel que plus de trois mois après la signification du jugement. Attendu qu'en droit, nul appel ne peut être interjeté, ni avant la huitaine à dater du jour de la prononciation du jugement, ni après les trois mois à dater du jour de la signification, ainsi qu'il résulte des discussions de l'article 14 du titre 5 de la loi du 24 août 1790. Attendu qu'aux termes de ce même article, les délais sont de rigueur et que leur inobservation entraîne la déchéance de l'appel, partie ouïe et après qu'il a été opiné publiquement et à voix haute, le tribunal par son jugement a déclaré G... déchu de son appel avec dépens » (1).

Si le jugement avant dire droit était porté en appel il fallait attendre le résultat de l'appel avant de continuer la procédure.

L'appel n'étant qu'une faculté en fait, bien souvent les parties quand elles faisaient un compromis renonçaient à l'appel ce qui était en contradiction avec l'esprit de la loi et décidaient que le jugement du tribunal de famille trancherait le litige en premier et en dernier ressort.

(1) *Archives du Calvados*, Série Lⁿ, Liasse 13, 13 vendémiaire an IV,

A Montpellier, comme nous l'avons vu, fait curieux, les décisions d'appels conservées paraissent avoir été très peu nombreuses. A Caen, au contraire, il n'en est pas de même mais la plupart demeurent sans intérêt, du fait qu'il n'y a qu'un rappel très bref de l'affaire sur les registres judiciaires.

Nous venons dans ce chapitre d'examiner le mécanisme de la procédure du tribunal domestique. Où cette procédure prenait-elle ses bases ? En présence du silence de la loi de quels principes s'inspirait-elle ? Plusieurs influences pouvaient se la disputer. D'abord avec plus d'âpreté la coutume, ensuite le Droit royal, puis, le Droit naissant de l'époque Révolutionnaire. Laquelle a-t-elle préféré ou bien dans quelle mesure a-t-elle été attirée par chacune d'elle. Ce sera l'objet de notre cinquième et dernier chapitre ce qui nous permettra de conclure.

CHAPITRE V

Des diverses influences juridiques qui ont pu agir sur la Procédure et les Décisions du Tribunal de Famille

Nous connaissons maintenant les plaideurs, les juges, la compétence et la procédure du tribunal domestique. Avant de donner une conclusion à notre ouvrage et au terme de notre travail, une question se pose à notre esprit. Etant donné la rupture avec le passé, quelle législation s'est appliquée devant cette juridiction, à quels principes du Droit ses membres ont-ils fait appel ?

Les tribunaux de famille apparaissaient en pleine période de chaos à un moment où la situation dans le domaine juridique était loin d'être très claire. L'influence du Droit régional de la Coutume se faisait sentir depuis plus de cinq siècles et il était trop entré dans les mœurs pour être instantanément anéanti par un séisme social si fort soit-il. En outre, au cours des siècles les rois avaient rendu des « ordonnances » et des « édits ». Enfin avec, la Révolution avait surgi un droit nouveau né de la tourmente et des idées mêmes qu'elle avait fait apparaître

Quel droit allaient donc appliquer les tribunaux de famille ? S'ils avaient pu se dispenser d'utiliser le droit ancien, ils l'auraient fait sans doute avec plaisir mais une telle mesure était impossible à envisager car un changement radical du jour au lendemain aurait

créé des difficultés insurmontables. Il y avait des situations acquises selon le vieux droit (mariages, successions). Ces situations, il fallait les respecter et pour leur interprétation juridique il était nécessaire de faire appel soit à la législation royale, soit à la coutume. Les hommes de loi comme les particuliers étaient familiarisés avec la coutume et la législation royales. On devait cependant tenir compte de ce droit naissant qui, peu à peu, grandissait et étendait son influence. Les lois nouvelles devaient être utilisées pour les situations juridiques nouvelles ; il était même parfois dans le cas où jouaient les règles de la rétroactivité nécessaire de les adapter à des situations déjà acquises.

Nous sommes donc en présence de trois systèmes législatifs fonctionnant parallèlement. Nous consacrerons à chacun d'eux un paragraphe en examinant dans quelle mesure ils ont influé sur les décisions des tribunaux de famille de notre région.

§ 1. — LA COUTUME

En Normandie, pays de Droit coutumier par excellence, la coutume formait le fonds de la législation. L'unification eut un effet désagréable pour une race si attachée à ses usages. Il est en effet à remarquer que jamais au cours de la rédaction des cahiers de doléances, il ne fut question de supprimer la coutume fruit du terroir. Certains cahiers avaient préconisé des réformes nécessitées par l'évolution juridique depuis sa rédaction. On demande d'une manière générale, en matière de justice, la suppression de la vénalité des charges, des degrés inutiles de juridiction

et la gratuité de la justice ; jamais il n'est question de faire disparaître la vieille coutume. Des réformes dans les cadres existants et c'est tout ; et cela pour les cahiers de Basse comme de Haute-Normandie.

Au cours de notre travail nous avons rencontré un certain nombre de rappels de la Coutume. A première vue la moisson paraissait assez riche mais après le travail de discrimination nous avons pu remarquer qu'en définitive ils ne portaient que sur quelques articles seulement, il est vrai, des plus intéressants.

« Il est demeuré constant que la succession du père de ladite dame était de 40.460 livres 1 sol et comme il en appartenait 1/2 à la mère de ladite dame, aux termes de l'article 393 de notre Coutume » (1).

L'article 393 de la Coutume est ainsi conçu :

« Néanmoins, s'il n'y a que des filles qui aient été mariées du vivant de leur père, elle (la mère), a la moitié au meuble pourvu que le mari soit quitte du meuble par lui promis à ses filles ou gendres en faveur du mariage ».

Parfois le texte est plus concis et sur ce qui touche à la grosse matière des successions nous trouvons encore des rappels de textes coutumiers.

« Vu ce qui résulte des articles 390 et 496 de la coutume » (2).

Un tel laconisme nous oblige à donner une énumération un peu fastidieuse des textes cités.

L'article 390 a trait aux meubles qui parviennent à la femme au cours du mariage et qui deviennent la

(1) *Archives du Calvados*, Série Lⁿ, Liasse 23, 16 avril 1791.

Pour tous les articles de la Coutume cités, voir BOURDOT DE RICHEBOURG : *Coutumier Général*, t. IV, pp. 59 et suiv.

(2) *Archives du Calvados*, Série Lⁿ, Liasse 23, 16 avril 1791.

propriété du mari sous diverses charges. Il s'exprime ainsi :

« Les meubles échus à la femme constant le mariage appartiennent au mari à la charge d'en employer la moitié en héritage ou rente pour tenir le nom, côté et ligne de la femme si tant est qu'ils excèdent la moitié du don mobil qui a été fait au mari en faveur du mariage ».

L'article 496 se préoccupe de la protection des propres du mari.

« Et où il aurait vendu ou hypothéqué son propre pour retirer héritage au droit de sa femme, elle ni ses héritiers n'y peuvent prétendre aucune chose que le propre ne soit remplacé ».

Heureusement cette concision est rare et l'exposé dans les exemples qui vont suivre est plus nourri.

« Sur la question de savoir si le remploi des propres aliénés de la veuve D... ensemble la moitié des meubles de ses père et mère doit être fait au marc la livre sur les conquêts ou si, au contraire, on ne lui en doit délivrer qu'à due estimation jusqu'à concurrence de ses capitaux, le tribunal a décidé que vu ce qui résulte des articles 408, 496 de la coutume 65 et 107 du règlement d'ensemble de 1666, de l'article 390 de la coutume concernant le remplacement des meubles échus à la femme constant le mariage, la dame veuve D... doit exercer son remploi sur les conquêts au marc la livre tant de ses propres aliénés que des meubles dont elle se trouvera définitivement en droit de demander le remplacement suivant l'ordre des contrats d'acquisition » (1).

(1) *Archives du Calvados*, Série Lⁿ, Liasse 23, 13 avril 1791.

Nous connaissons les articles 496 et 390.

L'article 408 a trait aux conquêts.

« Les remplois de deniers provenus de la vente des propres ne sont censés conquêts sinon autant qu'il en est accru au mari, outre ce qu'il en avait lors des épousailles ; comme aussi les acquisitions faites par le mari ne sont réputés conquêts si pendant le mariage il a aliéné de son propre jusqu'à ce que ledit propre soit remplacé ».

Nous avons en outre ici en dehors des textes proprements dits de la coutume le rappel de deux articles (65 et 107) du règlement du Parlement de Rouen de 1666.

L'article 65 examine le cas du remploi des immeubles appartenant aux époux au jour du mariage.

« Le remploi des immeubles que le mari ou la femme possédaient lors de leur mariage doit être fait sur les immeubles qu'ils ont acquis depuis ledit mariage au sol la livre et faute d'acquêts immeubles il sera fait sur les meubles. Et n'aura la femme part aux dits meubles et acquêts qu'après que ledit remploi aura été fait ».

L'article 107, vise lui aussi le remploi des propres aliénés.

« Les propres aliénés doivent être remplacés au profit des héritiers aux propres et au marc la livre sur tous les acquêts immeubles et à faute d'acquêts le remploi en sera fait sur les meubles ».

La question s'est aussi posée de savoir quel était le préciput accordé aux frères par l'article 271 de la Coutume lorsque les sœurs étaient réservées à partage.

Devait-il être le même que celui accordé au frère aîné sur ses puînés par l'article 356 ? Le préciput réclamé par les sieurs L... dans la terre de B... doit-il comprendre l'intégrité du bien figuré sur le plan auquel on a donné la dénomination de cour manable la pièce du devant et celle qui porte le nom de P... C... Celui réclamé sur la terre de H... doit-il être composé :

- 1° De la pièce dénommée cour manable ;
- 2° De la pièce de J... ;
- 3° Du pré de la S...

ou bien ces deux préciputs doivent-ils être restreints au terrain en clos de bâtisses sur les terres de B... et de H... conformément à la décision du tribunal de famille ?

Les rentes viagères dues par une succession et constituées par raison d'acquisition de fonds sont-elles une charge mobilière ou immobilière ?

Tels sont les différentes questions du procès.

Et attendu que les frères prennent le préciput porté dans l'article 271 sans en faire aucune récompense à leurs sœurs ; qu'au contraire, le frère aîné ne peut exercer celui porté par l'article 356 qu'en baillant récompense à ses puînés des héritages de la même succession, que l'article 271 ne parle que des manoirs et masures logées aux champs tandis que l'article 356 porte que le frère peut retenir le manoir avec la cour clos et jardin ; que les sieurs L... si leur prétention avait lieu emporteraient une partie considérable des successions tant paternelle que maternelle et rendraient illusoire la réserve à partage stipulée en faveur de leurs sœurs contre l'intention du père de famille

qui a cherché à rétablir l'égalité entre des enfants que la jurisprudence a mis les rentes viagères au nombre des charges mobilières, le tribunal par jugement en dernier ressort dit que par le tribunal dont est appel il a été bien jugé » (1).

L'article 271 indiquait que « les sœurs ne peuvent rien demander aux manoirs et masures logées aux champs que la Coutume appelait anciennement mesnages s'il n'y a plus de mesnages que de frères ; pourront néanmoins prendre part ès maisons assises ès villes et bourgages ».

Quant à l'article 356, il s'exprimait ainsi : S'il n'y a qu'un manoir roturier aux champs anciennement appelé hébergement et chef d'héritage en toute la succession, l'aîné peut avant que faire lots et partages déclarer en justice qu'il le retient avec le court clos et jardin en baillant récompense à ses puînés des héritages de la même succession en quoi faisant le surplus sera partagé entre eux également et où ils ne pourraient s'accorder, l'estimation dudit manoir et jardin sera faite sur la valeur du revenu de la terre et louage des maisons.

Ici nous avons plus qu'un simple rappel des textes. Il y a dans cette décision une étude assez approfondie de certains articles de la coutume et les Ordonnances et Edits de la Monarchie auxquels nous allons nous consacrer sont loin de présenter en ce qui nous concerne autant d'intérêt.

(1) *Archives du Calvados, Série IIⁿ, Registres d'appels, t. III, 26 juillet 1791.*

§ II. — ORDONNANCES ET EDITS DE LA MONARCHIE

Au cours de nos recherches documentaires nous n'avons relevé qu'un nombre restreint de textes appartenant à la législation royale. Tout au plus quelques rappels de la Grande Ordonnance d'avril 1667 sur les modifications apportées à la justice et qui fut l'œuvre de Colbert.

« Considérant que la sentence du 6 juin dernier, qui a appointé les parties en preuves respectives de leurs faits ne contient point lesdits faits que par conséquent elle est nulle aux termes de l'article 1 Titre II de l'Ordonnance de 1667 » (1).

Une autre décision s'exprime encore ainsi relativement à la même ordonnance :

« Attendu que les nouvelles lois n'ont rien changé aux délais accordés par l'Ordonnance de 1667 pour faire opposition aux jugements rendus par défaut devant les tribunaux ordinaires qu'elles n'ont fait d'exception que pour ceux des juges de paix contre lesquels on est obligé de se pourvoir dans la huitaine par opposition » (2).

Mais encore une fois, nous n'avons là qu'un nombre très restreint d'applications de l'Ancien Droit Royal se manifestant il est vrai par l'intermédiaire d'une de ses ordonnances les plus importantes. Le Droit Intermédiaire à l'étude duquel nous arrivons sera servi avec moins de parcimonie.

(1) *Archives du Calvados*, Série Lⁿ, *Registres d'appels*, t. IV, 11 mai 1792.

(2) *Archives du Calvados*, Série Lⁿ, *Registres d'appels*, t. V, 11 décembre 1792.

§ III. — LOIS RÉVOLUTIONNAIRES

La Révolution apporta de grandes modifications aux méthodes précédentes en matière de justice, et des édifices juridiques nouveaux s'élevèrent sur les ruines du Droit coutumier et du Droit de la Monarchie. Aussi nombreuses sont les applications des lois nouvelles rencontrées au cours de notre étude.

Sur les régimes matrimoniaux presque rien. A peine une citation quant à la rupture du mariage par le divorce. « Il n'a plus que la faculté de faire prononcer le divorce aux termes de l'article V du Titre I de la loi du 20 septembre dernier » (1).

En revanche, les cas concrets vraiment intéressants portent sur le régime successorale du Droit Intermédiaire.

La question était de savoir si J... M... peut exclure avec ses neveux, enfants de feu P... M... sa sœur et leur tante de la succession de Charles M... ?

En droit celle-ci qui par l'ancienne coutume avait été exclue de la succession de son frère décédé est appelée à succéder aux termes de l'article I du décret du 8 avril 1791 » (2).

Le décret du 8 avril 1791 avait trait aux successions *ab intestat* : il supprimait le privilège de masculinité et établissait l'égalité dans le partage entre héritiers au même degré.

L'application de la grande loi du 17 Nivôse an II^e est souvent rappelée dans les décisions.

« Considérant que ladite veuve H... a renoncé à la

(1) *Archives du Calvaços*, Série Lⁿ, *Registres d'appels*, t. V, 16 janvier 1793.

(2) *Archives du Calvaços*, Série Lⁿ, *Registres d'appels*, t. VI, 10 décembre 1792.

succession de feu François H... son mari, à laquelle elle ne prend aucune part comme héritière mais qu'elle se présente comme créancière, que sous ce rapport elle ne se trouve dans aucun cas exprimé dans la loi du 17 Nivôse sur les successions » (1).

Nombreuses étaient les difficultés créées par l'application de cette même loi de Nivôse an II comme le montre le litige suivant :

« Le fait est que J... L... père, est décédé au mois de mars 1793 » J.-J. A... qui a épousé sa fille a intenté action devant un tribunal de famille pour être admis à partager sa succession ». Ledit A... a été débouté de sa demande.

Le 11 juillet dernier il a porté appel de cette décision. Il s'agit de savoir si elle a été bien ou mal rendue.

Considérant qu'à l'époque du 11 juillet, il pouvait s'élever des difficultés relativement au sort des filles lorsque leurs frères étaient mariés avant la loi du 8 avril 1791, mais les difficultés étant aplanies par celle du 17 Nivôse, le tribunal faisant droit sur le délibéré, lecture faite des pièces où le rapport du citoyen F... a cassé et annulé le jugement du 11 juillet dernier (2).

Des conflits de lois pouvaient aussi se produire.

Parties ouïes considérant : 1° que le rapport de l'effet rétroactif en matière de succession décrété par la loi du 9 Fructidor dernier laisse subsister les lois antérieures rendues sur la même matière à compter de leur promulgation ;

(1) *Archives du Calvados*, Série Lⁿ, *Registres d'appels*, t. VII, 4 fructidor 1793.

(2) *Archives du Calvados*, Série Lⁿ, Liasse 3, 19 ventôse 1794.

2° Que ladite P... étant décédée postérieurement à la publication du décret du 5 Brumaire an II et antérieurement à la promulgation de la loi du 17 Nivôse suivant sa succession est nécessairement régie par ladite loi du 5 Brumaire an II°;

3° Que l'article 14 de cette dernière loi rappelle à succession soit directe soit collatérale, les filles quoique mariées sans que le frère puisse leur opposer pour les exclure du partage égal les dispositions contractuelles faites en les mariant à la charge par elles de rapporter ce qu'elles ont reçu en faveur du mariage ;

4° Que par l'article suivant de la même loi la représentation a lieu à l'infini dans la ligne directe.

Par ces considérations nous, dits arbitres, disons que la succession de ladite P... doit être partagée suivant les règles établies par le décret du 5 Brumaire an II° dont la promulgation est antérieure à son décès » (1).

La loi du 17 Nivôse an II a été en matière de succession la loi définitive de la Révolution. Étudiée dans le détail par nos prédécesseurs, nous n'y reviendrons pas. Disons seulement qu'elle a été une mise au point du régime successoral et de la loi du 5 Brumaire an II.

La loi de Nivôse dans son article 54 s'exprimait ainsi :

« Toutes contestations qui pourront s'élever sur l'exécution de la présente loi seront jugées par des arbitres.

(1) *Archives du Calvados*, Série L^u, Liasse 28, 22 brumaire an IV.

Il est défendu aux tribunaux ordinaires d'en connaître et de donner suite à celles qui seraient actuellement portées devant eux pour ce fait à peine de nullité ».

Ce texte fut souvent enfreint. Dans l'exemple suivant le fait s'est produit. Appel a été porté du jugement. La décision rendue en dernier ressort s'exprime ainsi :

« Considérant que par l'article 54 de la loi du 17 Nivôse, il est défendu aux tribunaux de connaître des contestations qui s'élèveraient sur l'exécution de ladite loi et de donner suite à celles qui seraient actuellement portées devant eux, à peine de nullité le tribunal a déclaré le jugement dont est appel nul et incompétemment rendu et renvoyé les parties procéder devant des arbitres conformément à la loi du 17 Nivôse » (1).

Ici les arguments sont très nets. On sent que les juges apprécient avec les garanties que fournit un droit déjà moderne et partant plus souple.

De nos recherches il semble résulter un équilibre entre le droit de la Coutume et celui de la Révolution. On sent combien il est difficile pour nos juristes normands de rompre avec la bonne vieille coutume. Cependant le Droit nouveau fait son chemin, foulant peu à peu le droit local et à plus forte raison la législation royale. Il est regrettable que notre étude n'ait pu porter sur une plus grande échelle ; il nous aurait été peut-être possible de voir s'accroître plus encore la force de la législation Révolutionnaire.

(1) *Archives du Calvados*, Série Lⁿ, *Registres d'appels*, t. VII. 21 prairial 1793,

CONCLUSION

Et maintenant arrivé au terme que nous nous étions assigné, quel jugement définitif pouvons-nous porter sur cette institution ?

Les tribunaux de famille disparurent en 1796, mais bien qu'abrogés, ils se maintinrent un certain temps comme en témoigne la décision suivante :

« Et vu que lesdits J... L... et son épouse ne se sont point présentés et ni parents pour eux nous n'avons pu donner aucune décision vu que nous croyons que les tribunaux de famille sont anéantis déclarant ne plus vouloir connaître de l'affaire sauf audit L... à se pourvoir au tribunal civil du département du Calvados (1).

Une certaine période s'écoula donc, en province du moins entre leur abrogation et leur non usage.

Pourquoi disparurent-ils si rapidement et quel est la cause de leur échec ?

Le tribunal de famille n'est que le produit d'une illusion. Le législateur révolutionnaire avait crû voir en lui la panacée à toutes les discordes familiales. Disciple de J.-J. Rousseau, il rêvait du père de famille, véritable patriarche, dispensateur de paix et de concorde au milieu des siens. Il avait une confiance illi-

(1) *Archives du Calvados*, Série Lⁿ, Liasse 5, 27 brumaire an IV.

mitée dans la bonté humaine comme l'auteur d'« Emile ». « Toutes les règles du Droit Naturel sont mieux gravées dans le cœur des hommes que dans tout le fatras de Justinien ; rendez-les seulement honnêtes et vertueux et je vous réponds qu'ils sauront assez de Droit » (1). Si l'idée était belle en soi, son application n'amena que des mécomptes et ce, dans tous les domaines.

Le tribunal domestique en effet, tel qu'il a été conçu par le législateur de 1790 est applicable à une société patriarcale, primitive, peu nombreuse, vivant groupée et où tous les membres sont réunis par ce lien très fort qu'est le besoin. Le bloc familial étant très résistant dans des groupements de ce genre, il est alors possible de faire appel à une juridiction arbitrale composée de « parents » ou d'« amis ».

Au XVIII^e siècle, il n'en est plus de même. Comme l'a fort bien constaté M. Sagnac dans sa remarquable thèse, on est loin d'une société ainsi conçue encore possible au Moyen-Age (communautés taisibles). Avec le progrès économique à mesure que la civilisation avance la famille tend à se disperser et les liens qui unissent les membres les uns aux autres, à se relâcher. Bref, la famille perd de plus en plus son homogénéité. Le tribunal domestique devient alors ici une « anomalie ». Comme un être privé du milieu auquel il aurait pu s'adapter, il meurt.

En plus de l'impossibilité d'application il y avait les défauts inhérents à l'institution et qui n'étaient pas des moindres.

(1) J.-J. ROUSSEAU ; *Gouvernement de la Pologne*, t. V, ch. X, p. 349.

On prétendait, grâce à elle, diminuer les frais de justice en éloignant les hommes de loi. Qu'arrivait-il le plus souvent dans la pratique ?

Les parties s'efforçaient d'avoir au nombre de leurs arbitres un homme de loi. On vit même des tribunaux de famille composé de quatre hommes de loi (1), (2). A une époque d'ignorance où bien souvent une bonne partie des membres du tribunal savait à peine lire et écrire les justiciables pensaient avoir ainsi une garantie sérieuse. La loi n'en était pas moins tournée. Ces hommes de loi se faisaient rétribuer et les « épiques » subsistaient en fait.

A tous ces inconvénients s'ajoutaient encore l'irrégularité assez fréquente des décisions (3), (4), ce qui ralentissait le procès.

La lenteur en effet n'était pas un des moindres défauts des tribunaux de famille comme en témoigne l'exemple suivant :

« La citoyenne F... G... épouse civilement partagée d'avec F... C..., son mari, vous remontre que depuis l'année 1792, elle est en instance devant un tribunal de famille contre G... G..., son frère, pour régler ses droits sur la succession de ses père et mère, que cette instance est restée sans poursuites depuis environ deux ans ledit G... ayant été mis en état d'accusation et que,

(1) *Archives du Calvados*, Série Lⁿ, Liasse 13, 25 vendémiaire an IV.

(2) *Archives du Calvados*, Série Lⁿ, Liasse 13, 21 germinal an III.

(3) *Archives du Calvados*, Série Lⁿ, *Registres d'appels*, t. V, 3 juin 1793.

(4) *Archives du Calvados*, Série Lⁿ, *Registres d'appels*, t. VI, 11 ventôse an II.

par jugement rendu au tribunal civil de Caen ledit G... G... a été condamné à vingt-quatre années de fer (1).

Un procès qui dure deux ans ! Ne se croirait-on pas ramené au temps de la Monarchie ?

Le retard était aussi souvent occasionné par l'application d'un texte législatif trop peu explicite et qui exigeait des éclaircissements comme nous l'avons vu précédemment (2).

An Conseil des Cinq Cents, ils avaient cependant rencontré un défenseur en la personne d'un député normand Renaud de l'Orne qui, toutefois, en reconnaissait le manque de rapidité dans la solution des affaires.

Rien ne peut mieux résumer l'état de discrédit auquel étaient parvenus les tribunaux de famille en l'an IV^e que ce passage dû au rapporteur du Conseil des Anciens pour la Constitution de l'an IV^e.

« Cette institution (le tribunal de famille) était belle sans doute mais combien de familles n'avaient pas de membres assez éclairés pour devenir juges ! L'intention du législateur fut trompée : il fallut décider que les parties n'étaient pas tenues de choisir leurs juges dans le nombre de leurs proches et dès ce moment, les tribunaux de famille n'en conservèrent plus que le nom...

(1) *Archives du Calvados*, Série Lⁿ, Liasse 10, 7 fructidor an III.

(2) *Archives du Calvados*, Série Lⁿ, Liasse 16, 22 septembre 1792.

Ainsi le législateur est exposé à la séduction d'une belle théorie : heureux lorsqu'il peut profiter des leçons de l'expérience » (1).

L'homme hélas, ne sait pas souvent profiter des leçons de l'expérience, quelque soit le domaine où s'exerce son activité. Trop fréquemment, il retourne à ses errements. On aurait pu penser qu'après un échec aussi flagrant et leur suppression par la loi du 9 Ventôse an IV, les tribunaux domestiques étaient bien morts et que jamais personne ne songerait à les faire revivre. Au comité de Rédaction du Code Civil il en fut cependant question. Berlier et Treilhard proposèrent de les rétablir. Cambacérès et Bigot du Préameneu votèrent contre (2), et le projet n'aboutit pas.

A une époque toute récente, certains publicistes ont soulevé à nouveau le sujet qui a pris corps dans une proposition de loi déposée à la Chambre des Députés en 1884, projet qui n'a pas abouti et qui, presque sûrement, n'aboutira jamais. C'est là probablement le dernier sursaut de survivance d'une institution qui avait accumulé déceptions sur déceptions.

(1) HIVER (M.) : *Institutions judiciaires de la France*, p. 400.

(2) FERRET : *Travaux préparatoires du Code Civil*, t. X, p. 495.

Vu :

Le Professeur, Président de la Thèse,
BRIDREY.

Vu : *Le Doyen,*
H. NEZARD.

Vu et permis d'imprimer :
Le Recteur de l'Académie,
Président du Conseil de l'Université
MAIGRON.

Table des Matières

BIBLIOGRAPHIE	I
INTRODUCTION	9
CHAPITRE I. — <i>Origines et Histoire du Tribunal de Famille en ce qui regarde particulièrement la Normandie</i>	23
CHAPITRE II. — <i>Composition du Tribunal de Famille et personnes qui y interviennent</i>	31
Les parties	31
Les juges	33
Lieu de Réunion	39
Récusation et déchéances des arbitres	40
Surarbitre	42
Auxiliaires du Tribunal de Famille.	43
CHAPITRE III. — <i>Compétence du Tribunal de Famille</i>	47
<i>Compétence ratione personæ</i>	47

<i>Compétence ratione materiæ</i>	47
Rapports entre époux	48
Successions	50
Questions d'intérêt entre parents..	52
Etat des personnes	53
Tutelle et Curatelle	54
Mesures provisoires et conservatoires	55
 CHAPITRE IV. — <i>Fonctionnement du Tribunal de Famille</i>	 59
Tentative de conciliation	59
Constitution du Tribunal	60
Comparution	63
Administration des preuves	64
Expertises	66
Délibération	72
Jugement	77
Appel	85
 CHAPITRE V. — <i>Diverses Influences juridiques qui ont pu agir sur la Procédure et les Décisions du Tribunal de Famille....</i>	 89
La Coutume	90
Le Droit Royal	95
Le Droit Révolutionnaire	96
 CONCLUSION	 101

